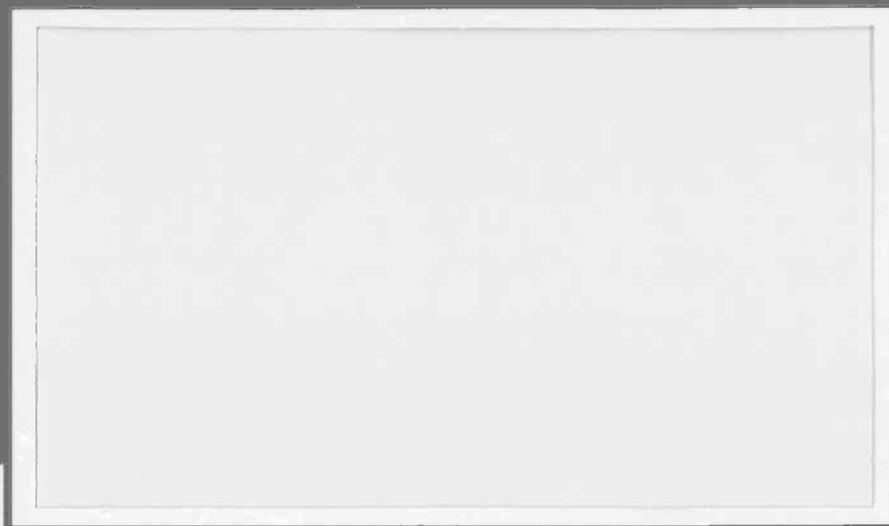


*Centre de recherche
pour l'étude
et l'observation
des conditions
de vie*



Sou2005-1683

142, rue du Chevaleret

75013 PARIS

Tél. 01 40 77 85 00

Fax 01 40 77 85 09

**CREDOC – DIRECTION
IMPORTANT**

Ce rapport est actuellement soumis à embargo ou à diffusion restreinte par le commanditaire de l'étude dont il traite. Il vous est adressé au titre de vos responsabilités à l'égard du centre.

**NOUS VOUS DEMANDONS DE NE PAS LE
DIFFUSER**

CRÉDOC

L'ENTREPRISE DE RECHERCHE



Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »

**Début 2005 : Avec la montée des ressentiments,
le corps social passe de la résignation
à l'esprit de revendication**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2005

22 MARS 2005

142, rue du Chevaleret

75013 - PARIS



Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »

**Début 2005 : Avec la montée des ressentiments,
le corps social passe de la résignation
à l'esprit de revendication**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2005

22 MARS 2005

142, rue du Chevaleret

75013 - PARIS

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANÇAIS

Le département « Conditions de vie et Aspirations des Français » est composé de :

- . Georges Hatchuel (Directeur Général Adjoint du CREDOC)
- . David Alibert, Régis Bigot, Patricia Croutte, Isabelle Delakian, Franck Delpal, Catherine Duflos, David Foucaud.

CREDOC

Président : Bernard Schaefer

Directeur Général : Robert Rochefort

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Introduction : Les ressentiments montent dans l'opinion	1
1. Le pessimisme sur le niveau de vie collectif s'accroît. Et rares sont ceux qui pronostiquent un recul du chômage	3
2. Les tensions sur le niveau de vie individuel s'affirment ; les restrictions ressenties s'amplifient	11
3. Pour la première fois depuis huit ans, les inquiétudes entament un mouvement de recul significatif	24
4. La demande de réformes radicales de la société repart à la hausse, tirée par les attentes en matière de pouvoir d'achat	31
5. Les interrogations sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales continuent à se propager	36
En guise de conclusion	44
<i>Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2005</i>	46

* * *
*



G. Hatchuel

22 Mars 2005

Début 2005 : Avec la montée des ressentiments, le corps social passe de la résignation à l'esprit de revendication

Les Français sont mécontents. Voilà bien le premier constat qui se dégage des résultats de la vague de janvier 2005 de l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* ».

Certes, ce constat pourra paraître à la fois trivial, lacunaire et probablement expéditif, tant on sait que nos concitoyens sont des habitués de l'insatisfaction et que le mécontentement à l'égard des gouvernants est, dans l'Hexagone, quasiment considéré comme un sport national. Mais l'enquête « Aspirations » permet, depuis maintenant vingt-sept ans, d'observer les principaux mouvements de fond traversant la société française. Elle offre donc la possibilité, en s'appuyant sur le suivi de quelques attitudes révélatrices de l'état d'esprit du corps social, de **relativiser** les inflexions conjoncturelles observées chaque semestre. Or, de ce point de vue, le constat est clair : **pour la première fois depuis sept ans, l'insatisfaction domine largement dans l'opinion** (voir l'Espace des Opinions, en Annexe).

Qu'on s'entende bien : le pays a déjà, dans le passé, connu des périodes de mécontentement plus profond. La démoralisation n'est heureusement pas aujourd'hui de même ampleur que celle qui avait intensément marqué les années 1994-1998. Il reste que **les signaux d'alerte se multiplient** : la certitude que la situation économique ne va pas s'améliorer s'accompagne de la quasi-disparition des quelques espoirs de croissance des revenus individuels, ceux qu'on décelait encore l'an dernier ; les restrictions ressenties s'accroissent, traduction de tensions fortes sur le pouvoir d'achat ; le désir de

transformer radicalement la société repart à la hausse ; enfin, face à la baisse du moral individuel, les interrogations sur certaines politiques sociales s'affirment. Comme si le décalage entre l'opinion et ses gouvernants continuait à se creuser, presque **inexorablement !**

Seul élément positif : pour la première fois depuis longtemps, **les inquiétudes des Français reculent de façon significative**. Mais on peut précisément se demander si ce mouvement n'est pas révélateur du basculement d'**une opinion déçue, hier abattue et résignée, aujourd'hui plus revendicative**. Comme si, après une longue période de léthargie, le recul des peurs autorisait, favorisait en quelque sorte, la montée des récriminations... **Est-ce la fin de l'atonie sociale de ces dernières années ?**

Au total, analysés par comparaison avec les résultats de début 2004, **cinq éléments principaux** se dégagent :

1. **Le pessimisme sur le niveau de vie collectif continue à s'amplifier**. Très rares sont ceux qui croient à un ralentissement prochain du chômage.
2. **Le moral individuel se dégrade**, les perspectives de mieux-être personnel s'assombrissent, **les restrictions s'amplifient**.
3. **Pour la première fois depuis 1997, les inquiétudes reculent**.
4. **Les demandes de transformation radicale de la société repartent à la hausse**.
5. **Les interrogations sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales n'en finissent pas de prospérer**.

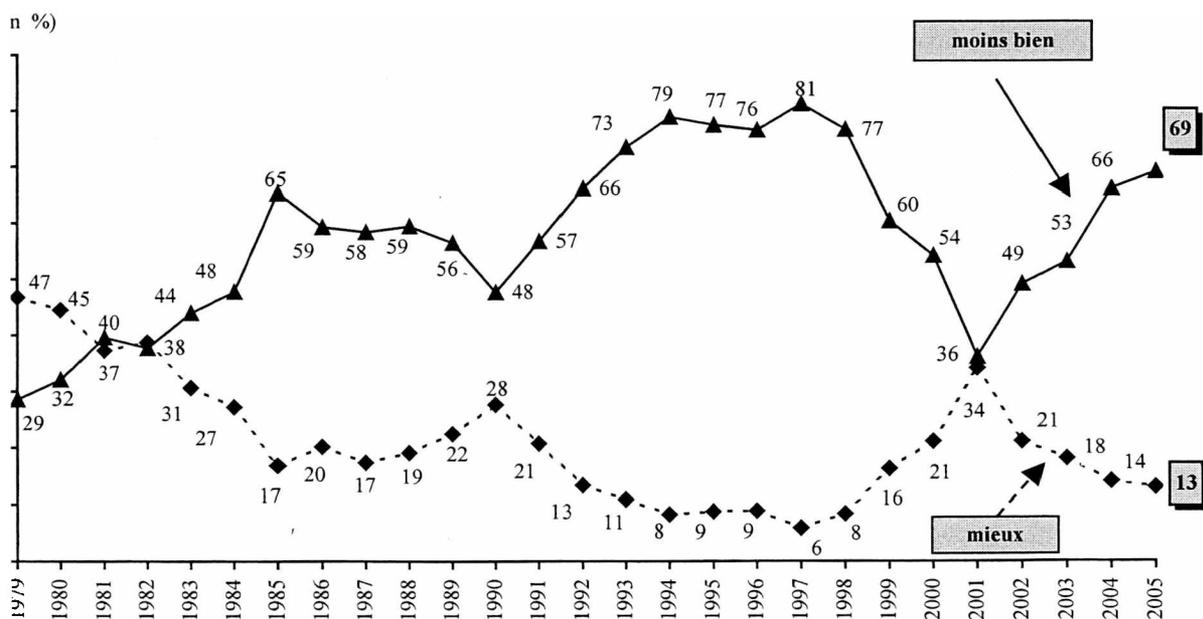
Signalons enfin que le **modernisme des Français en matière de mœurs** n'a jamais été aussi haut depuis vingt-sept ans. C'est ce que montre, page 47 et suivantes, l'analyse de l'Espace Général des Opinions, et de son évolution depuis 1979.

1. Le pessimisme sur le niveau de vie collectif s'accroît. Et rares sont ceux qui pronostiquent un recul du chômage.

Premier signe, particulièrement patent, du malaise collectif qui tenaille aujourd'hui l'Hexagone : **69% de la population considèrent que le niveau de vie de l'ensemble des Français se détériore**. Ce taux n'avait pas été aussi haut depuis plus de six ans : il a encore gagné trois points cette année, après les treize engrangés au début 2004. En fait, en quatre ans, le pourcentage de pessimistes a été presque multiplié par deux dans le pays.

Nous en sommes ainsi quasiment revenus, par à-coups successifs, à la situation pour le moins épineuse de 1993, celle qui précédait la « plongée » dans la crise de 1994-1998, ces années qu'on a pu qualifier de « période noire du doute collectif » (Graphique 1).

Graphique 1
En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ... ⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

(1) Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique. Elles représentent cette année 18% des avis, contre 19% l'an dernier.

Le plus préoccupant est que cette montée sensible du pessimisme sur le niveau de vie des « autres » a affecté **quasiment toutes les catégories socio-démographiques**. En ont été seulement épargnés, ces douze derniers mois, les travailleurs indépendants, les femmes au foyer et les plus de 65 ans. Mais il s'agit là des groupes qui figuraient déjà parmi les plus pessimistes l'an dernier. En un mot, signe de la baisse du moral de la population, un « **rattrapage négatif** » s'est opéré : la progression de la morosité a été, cette année, plus rapide dans les catégories moyennes et supérieures, ainsi que chez les jeunes, c'est-à-dire dans les groupes où on décelait encore l'an dernier quelques signes d'espoir d'avenir meilleur.

Quoi qu'il en soit, c'est maintenant dans les **classes moyennes** que la noirceur du regard porté sur l'évolution des revenus des Français est le plus accentuée : quasiment les trois quarts (de 71 à 76%) des employés, des membres de professions intermédiaires et des titulaires de revenus compris entre 1 500 et 2 300 Euros/mois témoignent d'une dégradation du niveau de vie général en France (Tableau 1).

Tableau 1
En deux ans, le pessimisme sur la situation des « autres » s'est diffusé partout, notamment dans les classes moyennes et supérieures

(Pourcentage d'individus estimant que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade)

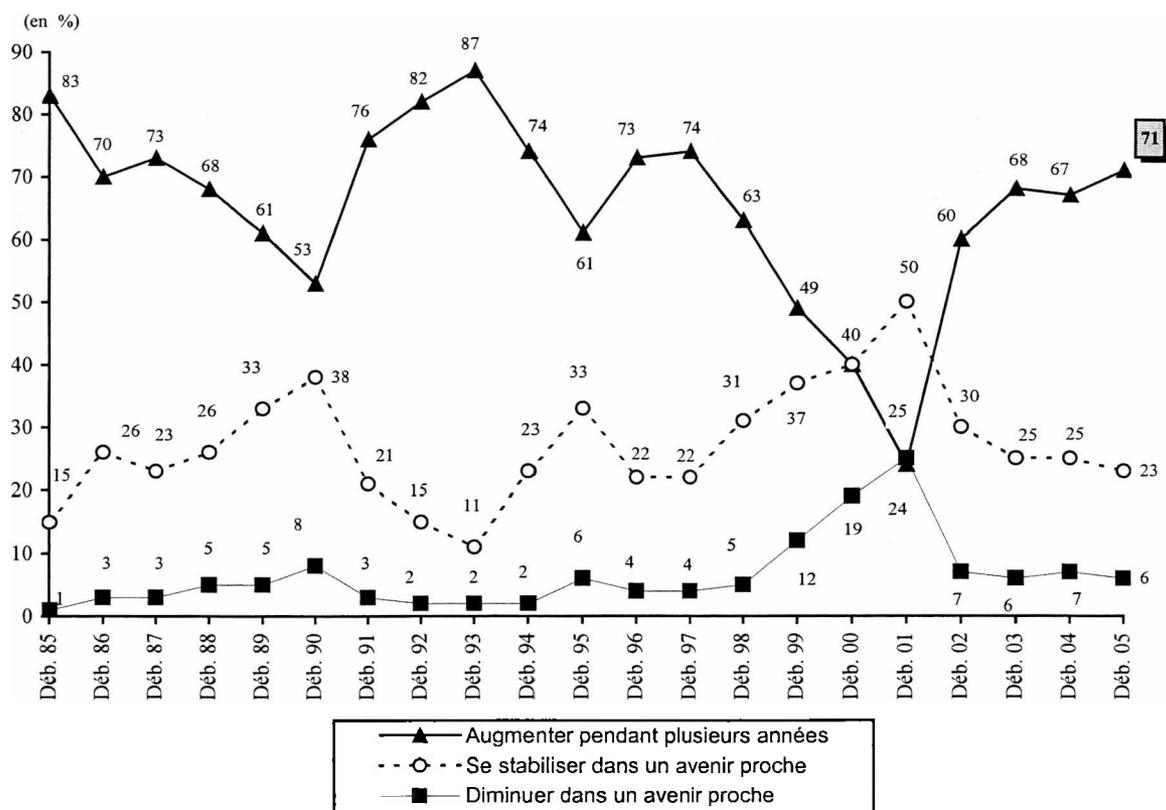
	Début 2003	Début 2004	Début 2005	Evolution 2003-2005
. Revenus du foyer inférieurs à 915 €/mois.....	57	67	68	+11
. Revenus du foyer compris entre 1 524 et 2 287 €/mois.....	59	68	72	+13
. Revenus du foyer de 3 049 €/mois ou plus.....	47	60	63	+16
. Travailleur indépendant	51	76	67	+16
. Cadre supérieur	48	57	64	+16
. Profession intermédiaire	54	67	73	+19
. Employé.....	56	69	76	+20
. Ouvrier	57	64	67	+10
. Femme au foyer	57	73	70	+13
. Retraité.....	54	68	67	+13
. Moins de 25 ans	37	53	56	+19
. 25 - 34 ans	50	60	68	+18
. 35 - 49 ans.....	58	69	74	+16
. 50 - 64 ans.....	57	72	74	+17
. Plus de 65 ans.....	55	69	65	+10
Ensemble de la population	53	66	69	+16

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Cette détérioration des jugements portés sur l'évolution du niveau de vie collectif n'est évidemment pas sans lien avec les pronostics formulés sur l'évolution du chômage. Car, là aussi, la déception est patente : **71% des Français estiment que le nombre de chômeurs va continuer à augmenter** dans les années prochaines. Ce taux rejoint presque les niveaux exceptionnels atteints en 1996-1997 (73-74%).

La « pause » toute relative de 2003-2004 n'était donc qu'un palier dans la déception grandissante des Français : face à une conjoncture internationale peu favorable, confrontés à la mondialisation des échanges, les enquêtés semblent cultiver le sentiment, particulièrement fataliste, que les pouvoirs publics sont décidément **impuissants** à contenir le fléau et à empêcher sa remontée. Ce sentiment a, en quelque sorte, progressé plus vite que la courbe du nombre de chômeurs effectifs¹.

Graphique 2
A votre avis, le nombre de chômeurs va...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

¹ L'enquête était, en effet, déjà terminée sur le terrain lorsque, en fin février, ont été communiqués les chiffres constatant une nouvelle progression du chômage, à 10% de la population active.

Ce **sentiment de résignation** – seulement 6% des Français croient à une diminution prochaine du chômage – touche maintenant **tous** les groupes socio-démographiques. On avait pourtant observé, l'an dernier, dans quelques catégories significatives (cadres, diplômés, hauts revenus...), un recul du pessimisme en matière d'emploi. Ces quelques espoirs ont presque totalement disparu : **l'idée que le nombre de chômeurs va continuer d'augmenter est partagé par au moins 58% de toutes les catégories, sans aucune exception** (Tableau 2).

Le pessimisme en matière de chômage touche maintenant, en effet, aussi bien les bas revenus (74% de pronostics négatifs, contre 71% en moyenne), que les personnes aisées (64%) ; il prévaut aussi bien chez les non-diplômés (75%) que chez les diplômés du bac ou du supérieur (64%). Là aussi, les progressions les plus fortes ont affecté cette année les classes moyennes et supérieures.

Tableau 2

Le pourcentage d'individus estimant que le nombre de chômeurs va continuer à augmenter

	<i>(en %)</i>	
	Début 2005	Evolution 2004-2005
. Revenus du foyer inférieurs à 915 €/mois.....	74	+3
. Revenus du foyer compris entre 1 524 et 2 287 €/mois	69	+10
. Revenus du foyer supérieurs à 2 287 €/mois	64	+6
. Ne dispose d'aucun diplôme	75	+1
. Dispose du bac ou d'un diplôme du supérieur	64	+6
. Cadre supérieur	58	+2
. Profession intermédiaire	71	+10
. Employé	77	+2
. Ouvrier	74	-4
. Femme au foyer	77	+1
. Retraité.....	67	+5
Ensemble de la population	71	+4

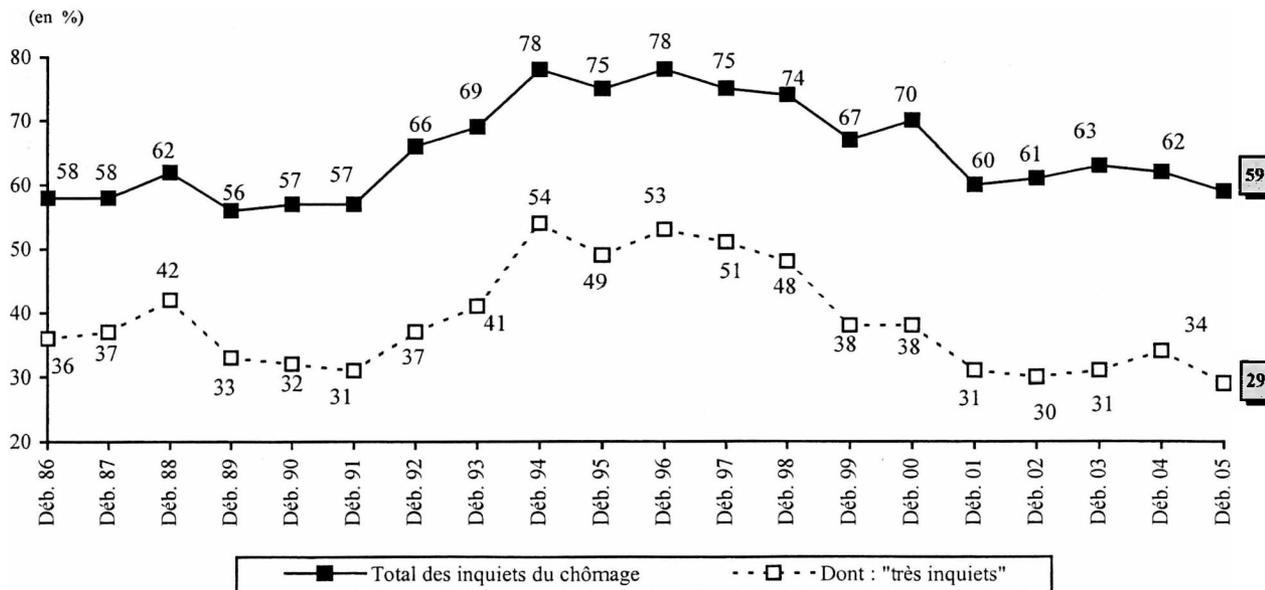
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Dans cette palette de couleurs assurément gris-noir, peut-être peut-on tenter d'apporter quelques nuances qui relativisent en partie – mais en partie seulement – le propos :

- * D'abord, même si le pessimisme en matière d'emploi s'est sensiblement accru cette année, les inquiétudes concernant le risque de chômage ont, assez paradoxalement, reculé (59%, contre 62% l'an dernier, cf. Graphique 3). On observe même que le pourcentage d'individus « très inquiets » vis-à-vis du risque de chômage a perdu 5 points ces douze derniers mois, à 29% : ce taux est le plus bas de tous ceux enregistrés depuis 1982 !

Mieux, le sentiment de ne pas être **personnellement** menacé par le fléau reste largement majoritaire : 70% de la population (71% l'an dernier) déclarent **ne pas ressentir** ce danger pour eux-mêmes ou pour leur foyer.

Graphique 3
Le pourcentage d'individus se déclarant inquiets, pour eux-mêmes ou pour des proches, du risque de chômage



CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Autrement dit, **beaucoup ont aujourd'hui la conviction que le chômage va continuer à s'accroître, mais paradoxalement, sans se sentir eux-mêmes directement menacés.**

On peut donc faire l'hypothèse que les jugements défavorables sur l'évolution du chômage et du niveau de vie des Français répondent, en grande partie, à **une forte insatisfaction, traduisant un sensible mécontentement à l'égard du gouvernement.** Il est vrai qu'en deux ans, la confiance dans l'équipe gouvernementale a considérablement reculé : il y a vingt-quatre mois, 46% de la population déclaraient faire confiance aux hommes en place. Le taux est aujourd'hui de seulement 23% (Tableau 3)! Autrement dit, **la méfiance concerne maintenant les trois quarts du pays (74%, + 25 points en deux ans).**

Tableau 3
Faites-vous confiance au gouvernement de Jean-Pierre Raffarin pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ?

(en %)

	Début 2003	Début 2004	Début 2005
. Tout à fait confiance.....	8 } 46	4 } 28	3 } 23
. Plutôt confiance.....	38 } 46	24 } 28	20 } 23
. Plutôt pas confiance	26 } 49	29 } 67	32 } 74
. Pas du tout confiance.....	23 } 49	38 } 67	42 } 74
. Ne sait pas.....	5	4	3
Ensemble de la population	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- * D'ailleurs, deuxième élément de modération relative, alors que les jugements sur l'évolution de l'emploi n'avaient jamais été aussi alarmistes depuis 1998, **les préoccupations concernant le chômage sont loin d'être revenues au niveau qui était le leur il y a quelques années** (Tableau 4). Il est vrai que ces préoccupations sont mesurées, dans l'enquête « Aspirations », de façon **relative** et que d'autres types de sujets sont venus, ces derniers mois, largement occuper les esprits (maladies graves, pauvreté, insécurité ...). De fait, force est de constater que le chômage ne figure plus, cette année, qu'à **la quatrième place** des soucis de l'opinion, avec un recul relatif de 3 points.

Tableau 4
Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

- Sommation des deux premières réponses chaque année -

(Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 2005)	Début	Evolution									
	1991	1993	1997	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2004-2005
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)	(I)	(J)	(J) - (I)
. Les maladies graves	28	29	26	30	33	38	31	30	39	33	- 6
. La violence et l'insécurité.....	23	16	25	33	27	38	48	35	32	31	- 1
. La pauvreté en France	16	20	25	24	25	21	19	22	24	28	+ 4
. Le chômage	27	44	52	44	36	27	24	26	28	25	- 3
. La pauvreté dans le monde	15	19	16	19	21	17	17	18	18	23	+ 5
. La dégradation de l'environnement	12	11	8	8	13	18	14	15	14	17	+ 3
. La drogue	37	30	22	22	23	21	21	12	14	14	=
. Les tensions internationales	16	9	5	5	7	6	10	20	12	12	=
. L'immigration	17	14	13	10	9	8	10	13	11	10	- 1
. Les conflits sociaux	4	3	5	4	4	4	5	5	6	4	- 2
. L'Europe	6	6	3	1	2	2	1	2	3	3	=

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Au classement des préoccupations majeures des Français, **les maladies graves** restent toujours en tête, malgré une baisse sensible cette année (33%, - 6 points), devant **la violence, l'insécurité** (31%, -1 point) et **la pauvreté en France** (28%, + 4 points).

En fait, **trois préoccupations se sont nettement amplifiées**, ces douze derniers mois, expliquant les reculs précédents :

- * **La pauvreté en France** retrouve un niveau très élevé, le même qu'en 1995, le plus haut jamais atteint depuis 1991. La précarité redevient ainsi un souci majeur, insupportable pour une bonne partie de la population. On va d'ailleurs le voir ultérieurement, la pauvreté semble aujourd'hui davantage mobiliser nos concitoyens, plus appeler la compassion, que le chômage lui-même.
- * **La pauvreté dans le monde** devient aussi un souci de premier ordre des Français (23%, + 5 points en un an). Le raz de marée qui s'est produit en Asie pendant le déroulement même de l'enquête (26 décembre 2004) a suscité un mouvement de solidarité sans précédent en France, qui se retrouve certainement dans la progression de ce sujet cette année.

- * **La dégradation de l'environnement**, enfin, a gagné 3 points ces douze derniers mois, à 17%. Certes, le taux élevé du début 2001 (18%) n'est pas dépassé, mais après les diverses marées noires qui ont successivement touché le pays, les tornades et typhons qui ont affecté le Japon et les Etats-Unis cette année, et même le tsunami qui a totalement ébranlé plusieurs grands pays asiatiques en décembre 2004, les Français semblent de plus en plus **s'interroger sur les risques non maîtrisés que les hommes et leurs activités font peu ou prou peser sur la planète** : effet de serre, changement climatique sont davantage au cœur des préoccupations.

En tout état de cause, ce double mouvement, d'une part, de **montée** des soucis relatifs à la pauvreté (nationale et mondiale) et à l'état de la planète et, d'autre part, de **baisse** des préoccupations concernant le chômage ou les maladies graves se retrouve assez paradoxalement dans **tous** les groupes socio-démographiques, même au plus bas de l'échelle des revenus (Tableau 5). Certes, il peut s'agir d'un mouvement conjoncturel lié en partie à la stupéfaction causée par un raz de marée particulièrement meurtrier ; mais il peut traduire aussi **l'émergence de soucis dorénavant plus solidaires, allant au-delà des seules contingences matérielles individuelles**.

Tableau 5
L'évolution des principales préoccupations des Français, selon leur niveau de revenus

(en %)

Principales préoccupations	Evolution 2004-2005 dans l'ensemble de la population	Dont :		
		Titulaires de bas revenus	Titulaires de revenus intermédiaires	Titulaires de hauts revenus
. Maladies graves	- 6	- 4	- 7	- 2
. Violence, insécurité	- 1	- 9	=	+ 3
. Chômage	- 3	- 6	- 4	- 6
. Pauvreté en France.....	+ 4	+ 2	=	+ 7
. Pauvreté dans le monde	+ 5	+ 11	+ 12	=
. Dégradation de l'environnement.....	+ 3	+ 3	+ 4	+ 6

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Il reste que, nous allons le voir, ce début de changement des préoccupations collectives s'accompagne de **jugements cette année plus négatifs**, de regards bien plus acerbes, **sur les situations personnelles**.

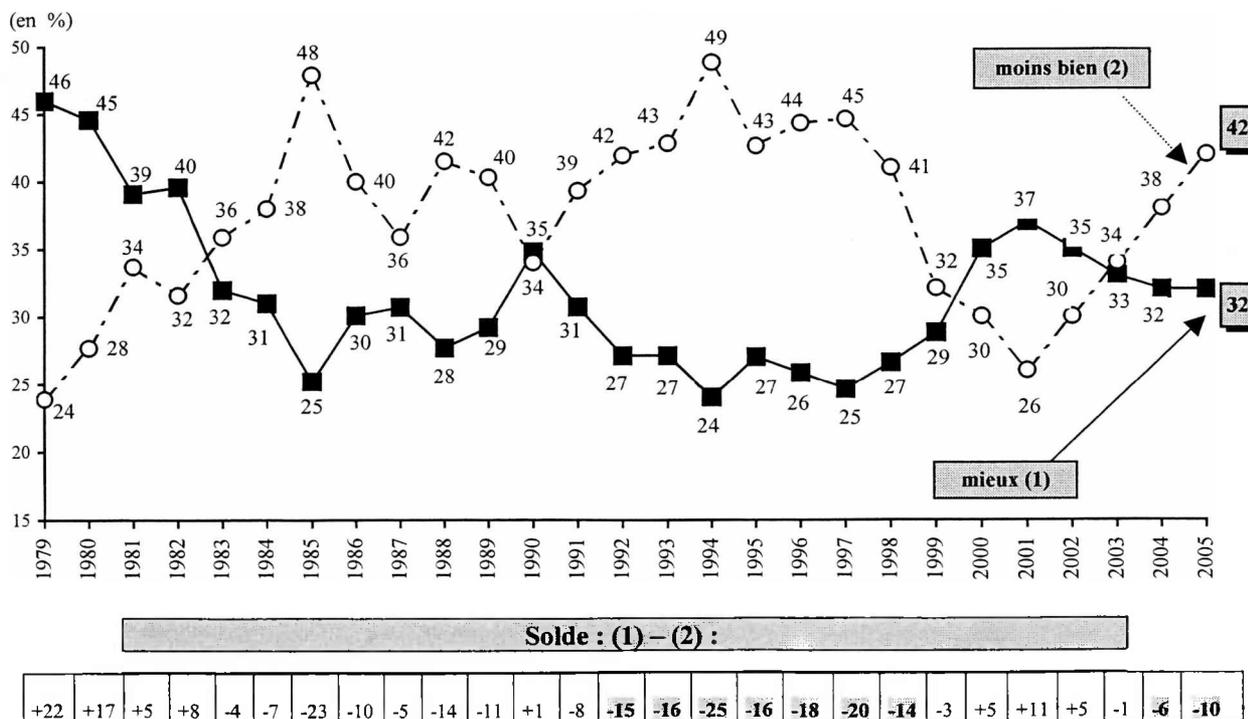
2. Les tensions sur le niveau de vie individuel s'affirment ; les restrictions ressenties s'amplifient

Voilà bien la nouveauté la plus cinglante de ce début 2005 : le moral **personnel** des ménages se détériore très sensiblement. Certes, comparés au **pessimisme collectif** ambiant (69% d'appréciations négatives), les jugements sur les situations individuelles pourraient presque apparaître modérés. Mais le plus rigoureux est de les situer en perspective : **42% des Français estiment aujourd'hui que leur propre niveau de vie se dégrade** ; le taux s'est accru de 4 points en un an et de 12 en trois ans ! En fait, les appréciations portées sur ce point n'avaient jamais été aussi sombres depuis 1997 (Graphique 4).

Ainsi, alors même qu'au début 2003, jugements positifs et négatifs s'équilibraient encore, le solde est maintenant très largement négatif (- 10, cf. Graphique 4). **Autrement dit, les tensions sur le niveau de vie individuel retrouvent presque l'acuité qui les avait caractérisées tout au long des années 90.**

Graphique 4

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...*



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

* Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique. Elles représentent 26% des citations, contre 30% l'an dernier.

En fait, **les quelques espoirs individuels**, encore présents l'an dernier, **se sont comme évanouis sur l'autel de la morosité** : la progression du pessimisme économique a surtout affecté, ces deux dernières années, les catégories où les optimistes étaient hier les plus nombreux : cadres supérieurs, professions intermédiaires, hauts revenus, diplômés, Franciliens, employés, fonctionnaires (+ 12 à + 19 points dans les jugements négatifs, contre + 8 en moyenne, cf. Tableau 6).

Certes, dans ces groupes nouvellement touchés par cette désillusion presque galopante, « seulement » 30 à 45% pensent que leur propres revenus évoluent négativement ; mais la progression a été telle ces derniers mois qu'elle a contribué à faire sérieusement pencher la balance : dans la plupart des autres catégories en effet (bas revenus, plus de 50 ans, femmes au foyer, travailleurs indépendants, non-diplômés...), de 45 à 50% estimaient déjà, depuis quasiment deux ans, que leur propre niveau de vie se dégradait ; les taux atteints là sont maintenant de l'ordre de ceux des « années de crise ». Sur ce plan, on peut donc dire que **les personnes du bas de l'échelle voient les classes moyennes et intermédiaires** – pour ne pas dire celles du haut de l'échelle – **les rejoindre à pas cadencés**.

Tableau 6
Le pourcentage d'individus estimant que leur propre niveau de vie se dégrade :
une progression générale, accentuée dans les classes moyennes et aisées

- Evolution 2003-2005 -

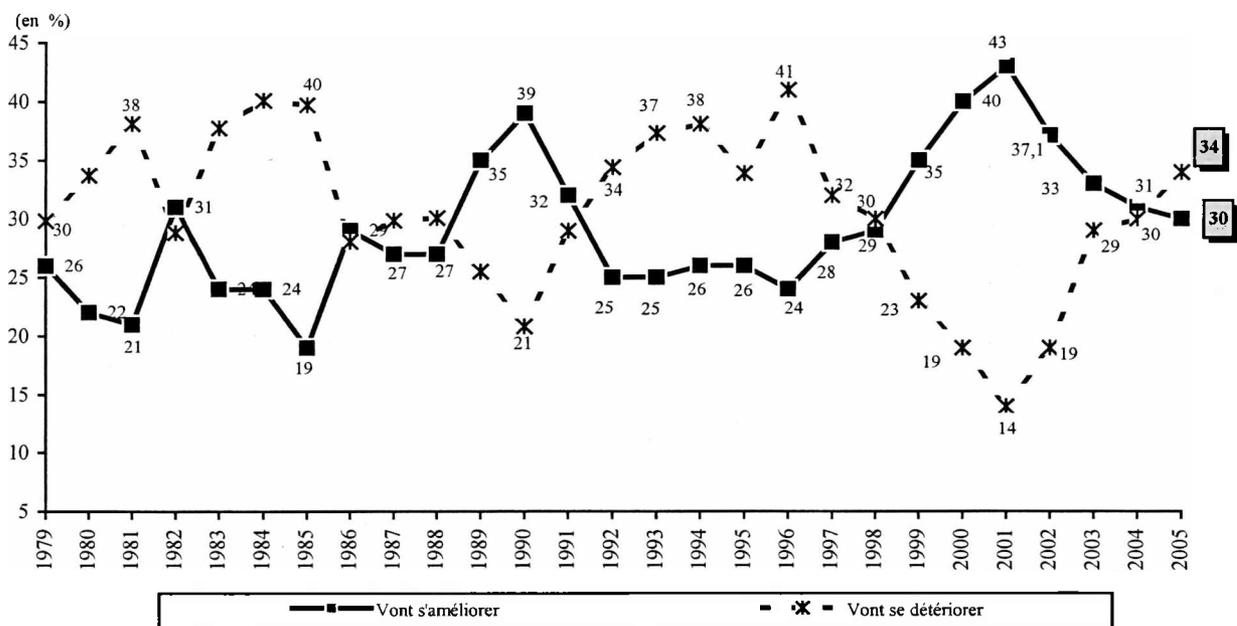
	Début 2003	Début 2004	Début 2005	Evolution 2003-2005 (en %)
. Travailleur indépendant	35	47	45	+ 10
. Cadre supérieur	18	24	30	+ 12
. Profession intermédiaire	27	36	41	+ 14
. Employé	32	36	45	+ 13
. Ouvrier	39	37	40	+ 1
. Femme au foyer	45	47	49	+ 4
. Retraité	42	45	48	+ 6
. Etudiant	18	18	26	+ 8
. Moins de 915 €/mois	48	48	50	+ 2
. 2 287 € et plus par mois	22	28	35	+ 13
. Moins de 35 ans	22	25	30	+ 8
. 50 ans et plus	41	47	48	+ 7
. Aucun diplôme	40	44	49	+ 9
. Diplômé du bac ou du supérieur	26	31	39	+ 13
. Réside à Paris - agglomération parisienne	26	36	45	+ 19
. Salarie du secteur public en CDI	23	31	36	+ 13
Ensemble de la population	34	38	42	+ 8

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Mais cette dégradation du moral économique personnel ne concerne pas seulement les situations **présentes**, mais touche aussi – même si ce mouvement est heureusement moins accentué – les opinions sur les conditions de vie **futures**.

Ainsi, 34% des Français pronostiquent une détérioration de leur situation personnelle dans les cinq prochaines années. Certes, ce taux, qui a gagné 4 points en un an, ne peut pas être vraiment considéré, dans l'absolu, comme alarmant. Mais peut-être faut-il rappeler que, **même au cœur de la crise de la fin des années 90, les jugements négatifs sur l'avenir n'avaient jamais dépassé les 41%** (Graphique 5).

Graphique 5
Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?*



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

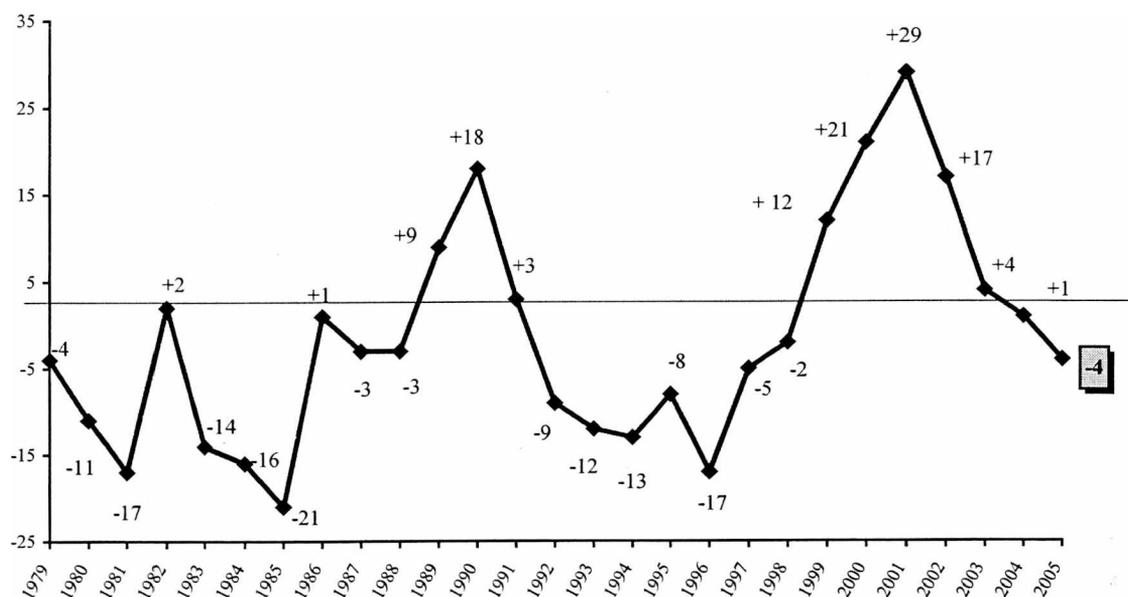
* Les réponses « elles vont rester stables » n'ont pas été présentées ici. Elles représentent 35% des citations, contre 38% l'an dernier

Bien sûr, certains observateurs pourront se satisfaire du fait que, finalement, 35% des Français estiment que leurs conditions de vie vont rester stables dans les cinq ans à venir (- 3 points en un an) et que 30% pensent qu'elles vont s'améliorer (- 1 point). Tout n'est donc pas joué. **Mais l'analyse attentive du solde entre les jugements positifs et négatifs, et de son évolution sur presque trois décennies, met en évidence un double constat** (Graphique 6) :

* **Pour la première fois depuis 1998, l'indicateur est négatif.** Il l'est même franchement (- 4), refermant totalement la parenthèse faste ouverte en 1999.

- * **Le rythme de baisse de l'indicateur est relativement rapide, après un léger ralentissement dans le courant 2003. Entre 2001 et 2005, l'indicateur a perdu 33 points ! Les perspectives individuelles, en un mot la confiance des ménages dans un avenir personnel meilleur, se sont donc fortement assombries.**

Graphique 6
L'indicateur d'optimisme ou de pessimisme vis-à-vis des conditions de vie à venir
redevient négatif pour la première fois depuis 1998
 (Solde des anticipations positives et négatives vis-à-vis de l'avenir)



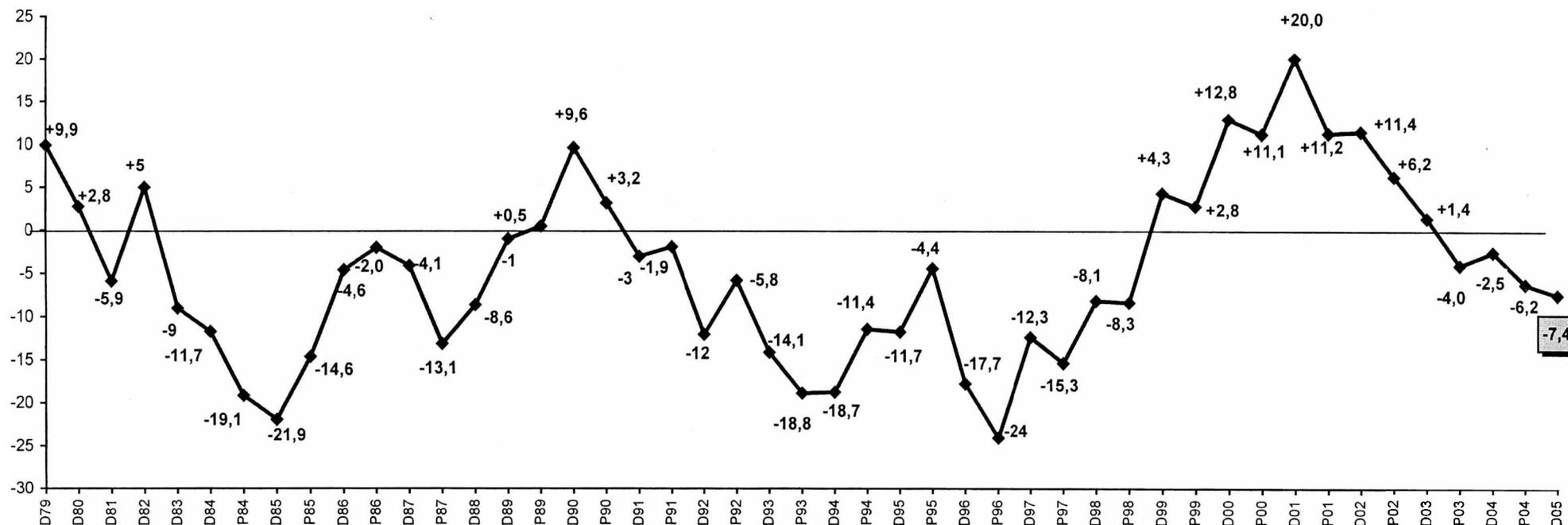
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Ce très sérieux infléchissement du moral individuel – ne parlons pas d'effondrement – saute aux yeux au Graphique 7. « **L'indicateur résumé** » des opinions affichées par les ménages sur leur situation personnelle permet, en effet, de synthétiser les informations précédentes, c'est-à-dire à la fois leurs appréciations sur l'avenir et celles formulées sur le présent.

L'observation graphique, semestre après semestre, de l'évolution de cet indice depuis le début 1979 permet de tirer **trois conclusions principales** :

- Le début 2004 avait laissé entrevoir un fugace espoir d'éventuel redressement, de possible sursaut, sinon d'un retour à l'amélioration. Cet espoir a été vite déçu : l'indice de juin 2004 (- 6,2), puis celui de début 2005, ont confirmé la dégradation du climat. **L'indicateur est à présent franchement négatif (- 7,4).**

Graphique 7
Les opinions des ménages sur leur situation personnelle, passée et à venir : l'indicateur résumé s'enfonce dans la « zone rouge »*



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

* L'indicateur résumé est la moyenne arithmétique des deux indicateurs suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) ; perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives). La série proposée ici est la série brute, non désaisonnalisée. P = enquête de Printemps (Juin), D = enquête de début d'année.

- Voilà maintenant **quatre semestres** que cet indicateur est dans le rouge, après **quatre autres semestres** consécutifs de baisse. Cette « **descente aux enfers** » n'a d'égale que celle qui s'était déjà produite en France, de 1990 à 1994 (cf. Graphique 7).
- Cette baisse de moral a quasiment affecté **tous les groupes socio-démographiques**². Elle ne s'est donc pas focalisée sur quelques catégories particulièrement moroses, mais a touché toutes les franges de la société. C'est là que le bât blesse : **le sentiment de dégradation du niveau de vie personnel s'est diffusé dans l'ensemble du corps social, d'abord lentement, maintenant de façon accélérée.**

On peut d'ailleurs, de ce point de vue, aujourd'hui déceler, dans la société française, **trois grands groupes de population** (Tableau 7) :

1. **Celui où le moral économique, élevé l'an dernier, reste encore positif.** Mais ce groupe est, pourrait-on dire, **en voie d'extinction**. On n'y trouve plus que les moins de 35 ans, les cadres, les diplômés et les hauts revenus³.
2. **Celui où le moral économique est passé, en un an, du positif au négatif** (ou au presque négatif) : ce groupe intermédiaire est **démographiquement très pesant** (employés, ouvriers, 35-49 ans, Franciliens, habitants de villes moyennes ou importantes des régions, salariés du public en CDI). C'est ce groupe qui a « **basculé** » cette année : c'est lui qui est **moteur** dans cette poussée sociétale de mécontentement profond à l'égard des revenus et du pouvoir d'achat.
3. **Celui où le moral était déjà mauvais l'an dernier et chez qui l'indicateur résumé reste particulièrement sombre** : ruraux, bas revenus, non-diplômés, plus de 50 ans, femmes au foyer. En particulier, le **désarroi** des seniors, leur insatisfaction prononcée à l'égard de l'évolution de leurs ressources reste un des éléments frappants de ces dernières années (indicateur de - 33, contre - 7 en moyenne).

² L'indicateur résumé ne s'est pas dégradé dans une seule catégorie : les travailleurs indépendants. Ceux-ci ont cette année paradoxalement sérieusement amélioré leurs jugements sur leurs conditions de vie à venir.

³ Et, cette année, les travailleurs indépendants.

Tableau 7
Trois groupes de population, mais une même évolution négative du moral individuel

(en %)

	Indicateur résumé des ménages sur leur situation personnelle - Début 2005 -	Evolution 2004 – 2005 de cet indicateur - en points -
Les groupes où le moral individuel était bon l'an dernier et chez qui l'indicateur est resté positif		
. Moins de 35 ans	+ 25	- 2
. Revenus du foyer supérieurs à 3 049 €/mois	+ 8	- 4
. Cadre (moyen ou supérieur)	+ 7	- 7
. Diplômé du bac ou du supérieur	+ 5	- 5
Les groupes où le moral individuel était bon l'an dernier et chez qui l'indicateur est devenu négatif (ou égal à 0)		
. Employé	0	- 6
. Salarié du public, en CDI	0	- 5
. Revenus compris entre 1 524 et 3 019 €/mois	- 4	- 6
. Ouvrier	- 4	- 8
. Réside dans une agglomération provinciale de 20 000 hab. et plus	- 7	- 6
. Paris – agglomération parisienne	- 8	- 16
. 35-49 ans.....	- 10	- 11
Les groupes où le moral individuel était très mauvais l'an dernier et qui continue à l'être		
. Réside dans une commune de moins de 20 000 hab.	- 8	- 1
. Revenus du foyer inférieurs à 1 524 €/mois	- 17	- 8
. Femme au foyer	- 20	- 11
. Ne dispose d'aucun diplôme	- 23	- 7
. A 50 ans et plus	- 29	- 3
. Retraité	- 33	- 2
Ensemble de la population	- 7	- 5

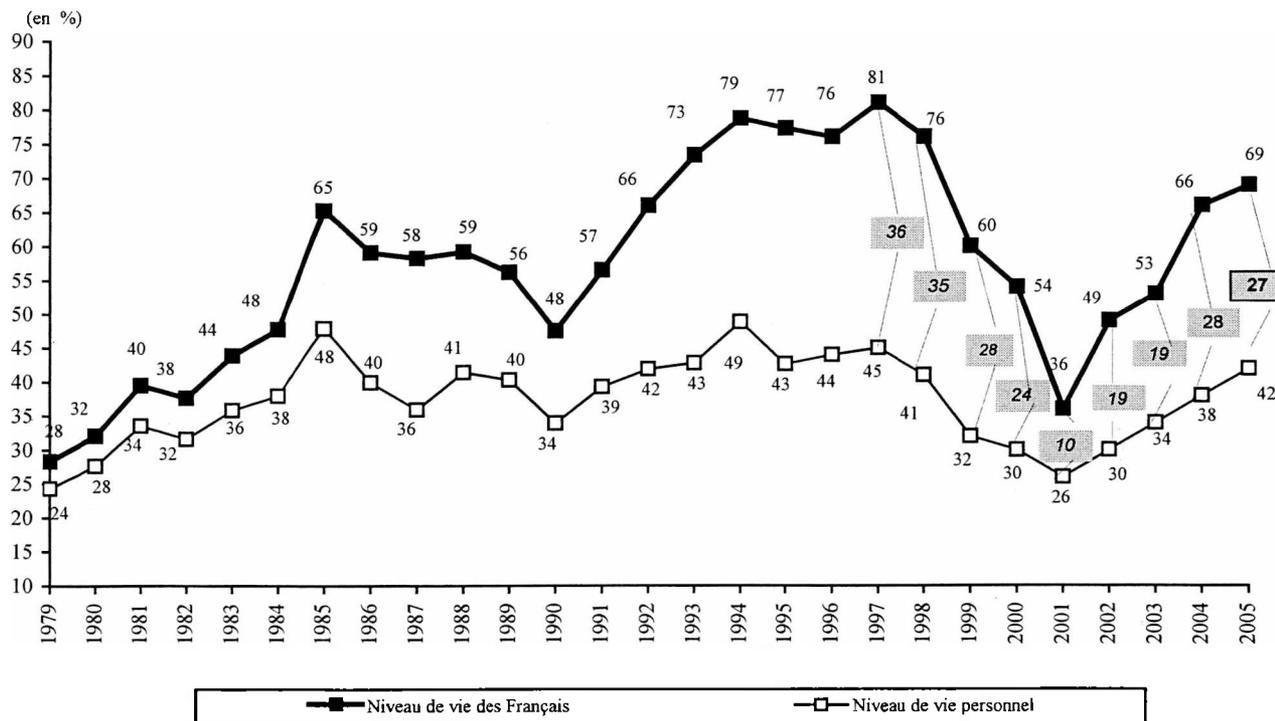
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Voilà donc, en définitive, le grand changement intervenu cette année : les Français éprouvent toujours plus d'anxiété pour les perspectives sociétales que pour leur propre situation. **Mais le mécontentement personnel à l'égard des ressources individuelles est venu, d'abord de façon ciblée, maintenant plus franchement, toucher presque indifféremment toutes les couches de la population.**

De fait, le décalage existant entre « jugements individuels » et « perceptions collectives », qui était vivement reparti à la hausse l'an dernier, se stabilise, et recule même légèrement (Graphique 8).

Graphique 8
Le décalage « perceptions individuelles - perceptions collectives » reste d'un haut niveau

- Opinions sur l'évolution du niveau de vie, collectif ou personnel :
pourcentage de Français qui estiment qu'il va moins bien depuis dix ans -



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Rappelons que c'est cet écart de perspectives entre niveau de vie personnel et niveau de vie « des autres » que nous avons mis en avant, toutes ces dernières années, pour expliquer certaines des fluctuations de la consommation :

- * Quand le décalage est **faible**, il a pour effet de plutôt « **dynamiser** » ceux qui pensent mieux s'en sortir que les autres (« *ma situation est meilleure que celle des autres – qui n'est pas si noire que cela, ou qui est en voie d'amélioration – ; profitons-en pour faire les investissements, les achats dont j'ai besoin* »). C'était notamment la situation qui a prévalu en 2000-2001.
- * Quand le décalage est **fort (29-30 points et au-delà)**, il a pour effet d'inciter à la prudence, et à **ralentir la consommation** de ceux qui pensent pourtant « tirer leur

épingle du jeu » : « *ma situation est certes meilleure que celle des autres, mais la leur est tellement mauvaise que ma bonne fortune personnelle ne saurait durer. Epargnons donc* ». C'était, par exemple, la situation de 1996-1998, et en partie celle de l'an dernier.

L'écart de cette année (**27 points**) est un peu moins accentué qu'il y a douze mois (- 1 point), même s'il reste **très conséquent**, à un niveau proche du « seuil fatidique » des 30 points. Mais il faut bien voir que cette réduction de l'écart, assez paradoxale, ne correspond pas aujourd'hui à une amélioration de la situation, mais plutôt à **un nouveau resserrement des contraintes**, lié à une diminution du nombre de ceux qui estiment « mieux s'en sortir que les autres ».

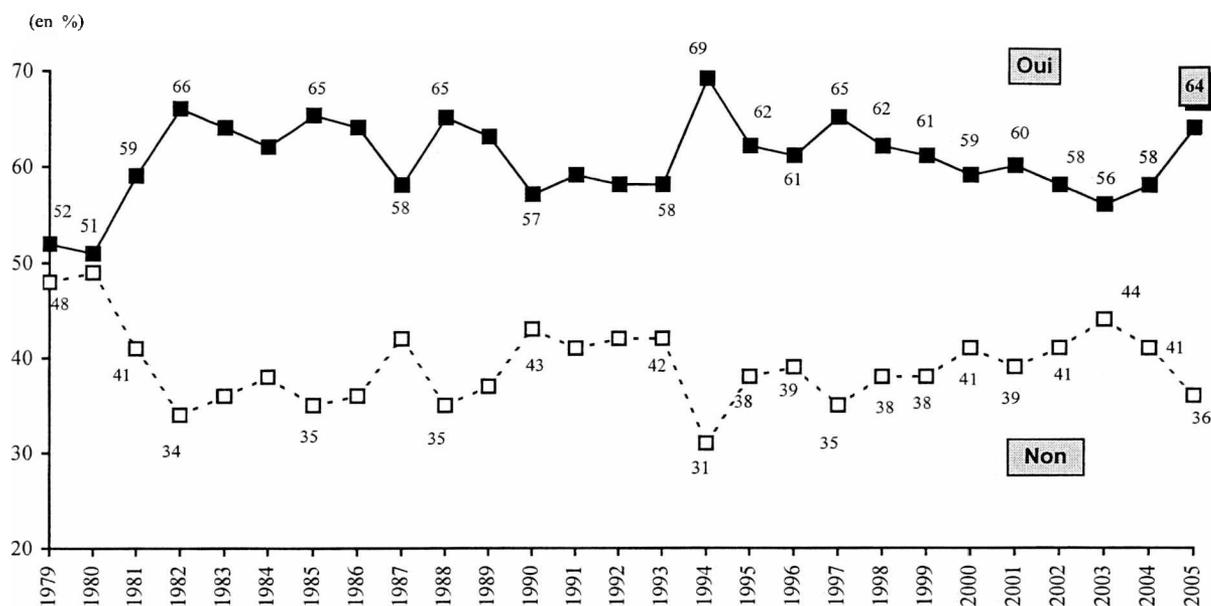
L'an dernier, nous écrivions : « *la consommation ne repartira pas sans un recul du pessimisme collectif* ». Nous y rajoutons cette année une seconde condition : **elle ne repartira pas, non plus, sans un allègement des tensions sur le pouvoir d'achat individuel.**

Ce qui ne signifie pas que la consommation soit atone. Car on peut trouver, dans l'observation **des restrictions ressenties**, quelques indications favorables. Le sentiment de devoir s'imposer des restrictions est évidemment le signe d'une insuffisance de ressources pour acquérir tous les biens et services désirés, la marque d'une véritable contrainte budgétaire, qui peut parfois directement s'assimiler à une vraie privation, notamment à l'égard des biens de première nécessité. Mais il peut être aussi l'indice d'une « **appétence à la consommation** », d'une envie de consommer davantage, d'un désir d'achat, certes réfréné, mais bien présent. « Le taux de restrictions est alors une expression collective de la demande de consommation »⁴. En ce sens, on peut dire qu'aujourd'hui, **la demande est bien là, mais que le pouvoir d'achat ne la soutient pas.**

Car on observe en effet, pour la première fois depuis huit ans, **une forte augmentation du sentiment de restrictions** (Graphique 9) : 64% des Français disent régulièrement s'imposer des contraintes sur certains postes de leur budget. **Le taux s'est accru de 6 points ces douze derniers mois**, et retrouve quasiment le niveau élevé de 1997, après une longue inflexion, de 1997 à 2003.

⁴ Cf. « *Moins de restrictions, moins de consommation...* », R. Rochefort, Consommation et Modes de Vie, CREDOC, n° 73, janvier 1993.

Graphique 9
Vous imposez-vous régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?



CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Or, ce sentiment de devoir « se serrer régulièrement la ceinture » s'est diffusé très largement dans **toutes** les catégories **sans exception** :

- * Chez les bas revenus d'abord (80% de restrictions ressenties, + 4 points en un an), comme chez les employés (76%, + 3 points), les ouvriers (71%, + 4 points), les non-diplômés (67%, + 5 points) ou les femmes au foyer (76%, + 11 points).
- * Mais aussi chez les hauts revenus (53% de restrictions, + 5 points), les cadres (57%, + 6 points), les diplômés du supérieur (60%, + 11 points) ou les Franciliens (61%, + 8 points).

Cette croissance, catégoriellement assez uniforme, est bien le signe de **la diffusion plus ou moins généralisée d'un désir renouvelé de consommer, désir exacerbé par l'existence de tensions aiguës sur le pouvoir d'achat.**

La liste des postes sur lesquels on déclare se restreindre le plus vient d'ailleurs le confirmer (Tableau 8). Ainsi, alors même qu'il y a onze ans, en 1994, les restrictions avaient globalement atteint un niveau maximum (69%), jamais égalé depuis, cette

année, certaines privations ressenties culminent à leur plus haut degré depuis 1979.

C'est le cas en ce qui concerne **six postes** (sur les onze enregistrés) :

- **Les vacances et les loisirs** (53% des Français se restreignent sur ce chapitre, même chiffre qu'il y a onze ans).
- **Le téléphone** (38%, contre 35% en 1994).
- **Le logement** (26%, contre 25%).
- **Le tabac, les boissons** (25%, contre 23%).
- **L'alimentation** (25%, contre 21%).
- **Les dépenses pour les enfants** (17%, contre 16%).

Tableau 8
Jamais les restrictions n'avaient été aussi fortes sur six postes précis

- Evolution sur onze ans -

	1994	2003	(en %) 2005
Pourcentage d'individus s'imposant régulièrement des restrictions (total)	69	56	64
Dont :			
. Sur les vacances, les loisirs	53	46	53
. Sur l'habillement	52	41	47
. Sur l'achat d'équipement ménager	50	41	45
. Sur les soins de beauté	43	33	40
. Sur la voiture	37	31	36
. Sur le téléphone	35	33	38
. Sur le logement	25	20	26
. Sur le tabac, les boissons	23	20	25
. Sur l'alimentation	21	20	25
. Sur les dépenses pour les enfants	16	13	17
. Sur les soins médicaux	9	6	9

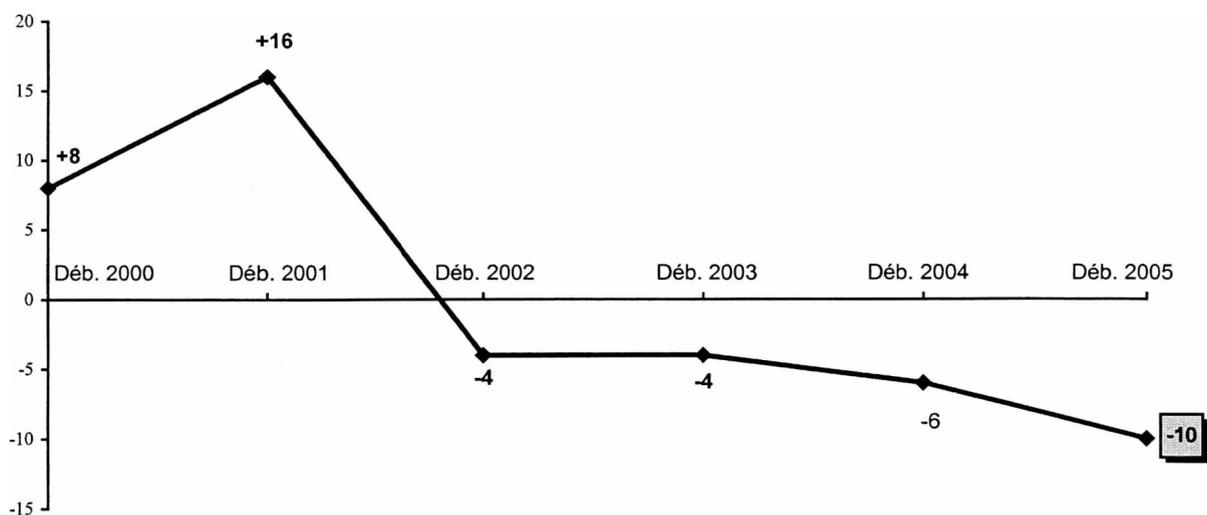
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Le fait de trouver, dans cette liste, des postes aussi essentiels que **l'alimentation** ou **le logement** est sûrement révélateur de l'insuffisance de pouvoir d'achat des catégories du bas de l'échelle. Mais force est de relever que, **même pour ces postes**, les restrictions ressenties se sont accrues **partout** cette année, et notamment, par exemple, chez les diplômés ou **les revenus moyens-hauts**⁵.

⁵ Même si, bien sûr, le niveau de privations déclarées est loin d'être identique dans tous les groupes.

C'est certainement cette même **insuffisance ressentie de pouvoir d'achat** qui s'exprime par ailleurs dans les attitudes concernant **l'opportunité de faire actuellement des acquisitions importantes**. Cette question n'est disponible dans l'enquête que depuis le début 2000 (période relativement faste en matière de consommation). Mais les réponses montrent bien **une accentuation de la dégradation du climat** (Graphique 10) : le nombre d'enquêtés estimant que la période est propice aux achats importants est maintenant **inférieure** de 10 points au nombre de ceux qui jugent la période défavorable. Le taux était devenu négatif au début 2002, et il a plus que doublé depuis.

Graphique 10
L'indicateur d'appétence conjoncturelle aux gros achats (meubles, télé, voiture, ...) ⁽¹⁾
continue à reculer



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

⁽¹⁾ Il s'agit du solde entre le pourcentage d'individus trouvant le moment propice pour faire des achats importants et le pourcentage de ceux trouvant le moment défavorable

On fera, enfin, une dernière observation : parallèlement à ce mouvement généralisé de montée des mécontentements individuels et de ressentiments à l'égard de la stagnation du pouvoir d'achat, **l'Euro fait figure, sinon de révélateur, du moins en partie de bouc émissaire.**

Trois ans après son introduction, l'impact que l'Euro a exercé sur l'augmentation des prix est, en effet, **quasiment diabolisé** par l'opinion : alors qu'au moment de la mise en circulation de la nouvelle monnaie (janvier 2002), seulement 24% de la population estimaient que le passage à l'Euro était « **une mauvaise chose pour les consommateurs français** », le taux n'a cessé de croître, pour atteindre 52% au début 2003 et **68% aujourd'hui** (Tableau 9) : 44 points de plus en trois ans !

Et il y a, sur ce point, il faut bien le constater, **une profonde unanimité catégorielle** ; sont en effet sur cette même position de dénonciation des « méfaits consuméristes » de l'Euro : 55% des hauts revenus (plus de 3 100 €/mois), 60% des cadres, 69% des bas revenus (moins de 900 Euros par mois), 70% des retraités, 77% des non-diplômés, des employés, des ouvriers et des femmes au foyer.

Tableau 9

Pensez-vous que globalement, le passage à l'Euro a été, pour les consommateurs français ...

(en %e)

	Début 2002	Début 2003	Début 2005	Evolution 2002-2005
. Plutôt une bonne chose	38	21	16	- 22
. Plutôt une mauvaise chose	24	52	68	+ 44
. Ni l'un, ni l'autre.....	37	26	16	- 21
. Ne sait pas	1	1	-	- 1
Ensemble de la population	100	100	100	

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Autrement dit, force est de relever que, dans notre pays, **la confiance dans la monnaie est aujourd'hui sensiblement contrariée par ses méfaits supposés sur le pouvoir d'achat**. Ce qui renforce, bien entendu, le décalage grandissant entre l'opinion et ses gouvernants.

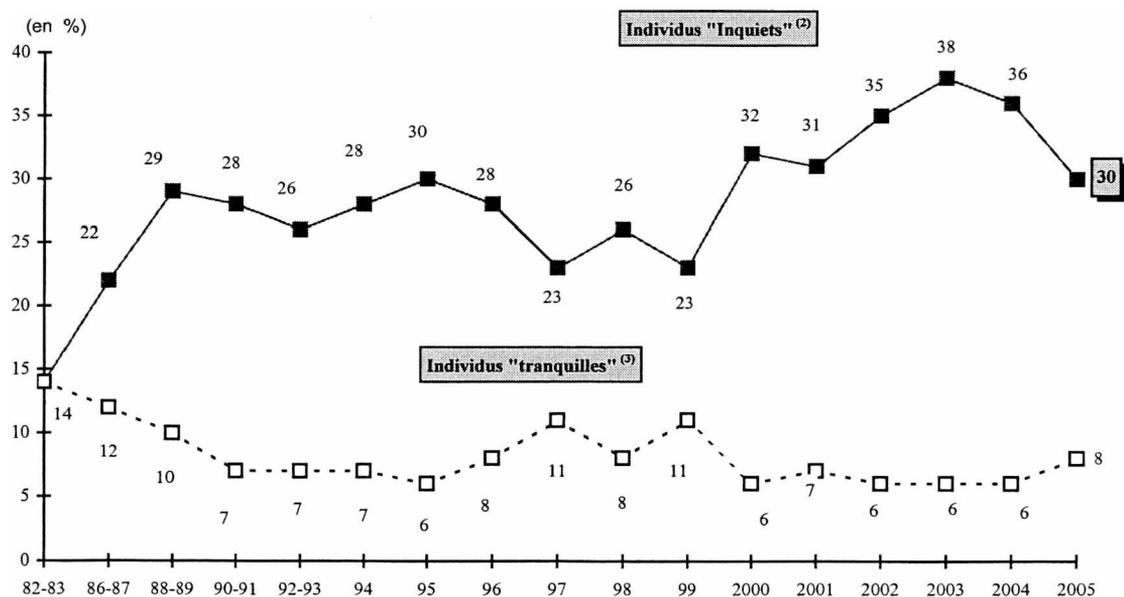
3. Pour la première fois depuis huit ans, les inquiétudes entament un mouvement de recul significatif

Dans ce climat pour le moins morose, heureusement, tout n'est pas négatif : **les inquiétudes des Français sont en recul**. Voilà près de soixante mois qu'on n'osait plus y croire !

Qu'on ne se méprenne cependant pas : **30% de nos concitoyens sont encore globalement inquiets**. C'est un pourcentage qui reste élevé. Mais, face à la montée régulière et quasi-inexorable des peurs toutes ces dernières années, cette inflexion mérite considération : après une légère inflexion l'an dernier, c'est la première fois depuis 1997 que les craintes reculent **significativement** (6 points de moins en un an, 8 points en deux ans).

A 30%, les inquiétudes retrouvent donc un niveau équivalent à celui de 1995, niveau alors élevé, mais très largement dépassé depuis (Graphique 11).

Graphique 11
Les inquiétudes marquent enfin une inflexion significative ⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

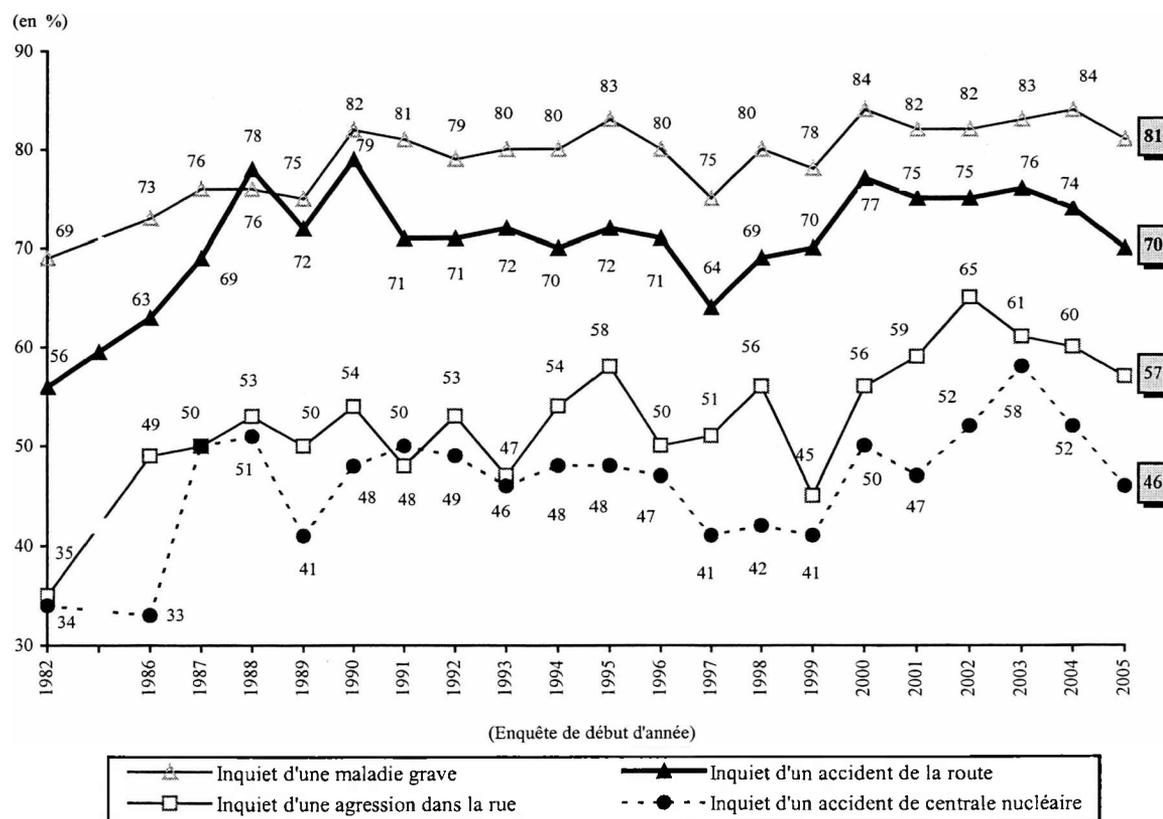
- (1) L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.
- (2) Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (**cumul** des quatre domaines).
- (3) Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur **aucun** des quatre sujets retenus.

Le recul intervenu ici est d'autant moins négligeable que notre méthode de mesure des craintes repose, depuis déjà 1982, sur **quatre variables différentes**, ce qui tend à atténuer ses variations conjoncturelles.

Rappelons, en effet, que notre indicateur synthétise les attitudes portant sur **quatre sujets** de risques (desquels le chômage a été volontairement exclu) : ils concernent des domaines très différents ayant trait à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire). L'indicateur mesure le nombre de personnes **inquiètes conjointement sur les quatre thèmes** : il traduit donc une « **peur cumulée** », non réductible à un seul sujet.

Et de fait, **chacune** de ces peurs a reculé ces douze derniers mois, mais dans des proportions variables (Graphique 12). Passons-les en revue rapidement.

Graphique 12
Un début de recul généralisé de toutes les craintes



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

- * Ce sont les appréhensions concernant **l'accident de centrale nucléaire** qui ont le plus reculé depuis le début 2003 (- 6 points ces douze derniers mois, - 12 points en deux ans). Il est vrai que la baisse du nombre de personnes inquiètes du risque de guerre avait été très importante l'an dernier, c'est-à-dire un an après l'intervention anglo-américaine en Irak (- 16 points). Or on sait combien la peur de la guerre et celle de l'accident de centrale sont liées⁶. De fait, même si, cette année, la crainte de la guerre n'a reculé que d'un seul point (à 53%), celle concernant l'accident de centrale a poursuivi sa décroissance. On constate d'ailleurs, dans l'enquête de janvier 2005, un recul général des préoccupations concernant le nucléaire. La montée des prix du pétrole, l'intervention américaine en Irak et même la rigueur de l'hiver ont globalement remis en mémoire, chez les Français, **les avantages économiques du nucléaire** (son coût), comme **l'indépendance énergétique** qu'il confère.

Le plus remarquable est que les inquiétudes concernant le nucléaire civil ont reculé vivement **partout** ces deux dernières années, et en particulier chez les jeunes (- 17 points entre 2003 et 2005), et dans les classes moyennes (- 16 à - 21 points).

- * **L'inflexion des peurs concernant le risque d'un accident de la route s'est accélérée** : 6 points au total ont été gagnés en deux ans, mais 4 ces douze derniers mois. A 70%, les appréhensions restent fortes, mais elles sont revenues à leur niveau de 1999. **La lutte contre l'insécurité routière** commence à porter ses fruits, à agir sérieusement sur les esprits : les inquiétudes ont même, sur ce sujet, reculé de 21 points en deux ans chez les Franciliens, ou de 11 chez les hauts revenus. En fait, un seul groupe socio-démographique n'a pas évolué dans le même sens : 71% des travailleurs indépendants craignent aujourd'hui l'accident de la route ; c'était le cas de 70% d'entre eux en 2003.
- * **Le recul des peurs concernant l'agression dans la rue est moins marqué, même s'il est indubitable** : 57% des Français expriment aujourd'hui leurs appréhensions à cet égard, ce qui correspond à 3 points de moins cette année, 4 depuis 2003 et même 8 depuis le pic exceptionnel de 2002, avant l'élection présidentielle.

Il reste que la peur de l'agression n'a pas diminué ces deux dernières années chez les plus de 65 ans, les femmes au foyer, les bas revenus et les diplômés (Tableau 10). On a d'ailleurs vu que **la violence** et **l'insécurité restent encore la**

⁶ Voir la note de conjoncture sociétale de l'an dernier, CREDOC, Mars 2004.

préoccupation première des hauts revenus (33%, contre 31% en moyenne, cf. Tableau 5 ci-dessus). Par contre, il y a eu cette année une baisse sensible des peurs concernant l'agression urbaine dans les classes moyennes, chez les Franciliens et les 35-49 ans (- 6 à - 10 points).

Tableau 10
En deux ans, la peur de l'agression dans la rue a reculé dans les classes moyennes, mais pas chez les seniors, les bas revenus et les diplômés

(en %)

	Début 2003	Début 2005	Evolution 2003-2005
Les groupes où le pourcentage d'inquiets d'une agression dans la rue a reculé fortement en deux ans			
. Réside à Paris et dans l'agglomération parisienne	64	56	- 8
. Ouvrier	64	58	- 6
. Employé	69	62	- 7
. Titulaire du Bepc seulement	66	56	- 10
. 35 à 49 ans	60	54	- 6
. Revenus compris entre 1 524 et 1 829 €/mois	69	60	- 9
Ensemble de la population	60	57	- 3
Les groupes où le pourcentage d'inquiets d'une agression dans la rue n'a guère évolué en deux ans			
. A 65 ans et plus	62	63	+ 1
. Femme au foyer	73	73	=
. Revenus inférieurs à 915 €/mois	64	63	- 1
. Cadre supérieur	41	41	=
. Diplômé du supérieur	47	49	+ 2

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

* Enfin, **la peur de la maladie grave reste d'un niveau particulièrement élevé** (81%), même si en deux ans, il y a eu une légère baisse (- 2 points). Cette baisse a été plus accentuée chez les femmes au foyer (- 11 points), mais n'a touché ni les bas, ni les hauts revenus.

Toujours est-il que **ces différentes inflexions, toutes convergentes**, ont contribué à faire reculer sensiblement « l'indicateur d'inquiétudes ». Est-ce à dire que le malaise « existentiel » mis en évidence ces dernières années a disparu ou, plutôt, est en voie de disparition ? Il est difficile de l'affirmer.

Nous avons présenté la montée des inquiétudes comme **la diffusion d'un état d'esprit symptomatique**, répondant à la conviction du plus grand nombre d'être partie prenante, quasiment jouet, d'une société en permanence confrontée à des dangers majeurs, sans

cesse **renouvelés**, presque inévitables, ou du moins face auxquels beaucoup ressentent **une totale impuissance, collective et individuelle**. « *C'est probablement cette impuissance à combattre cette accumulation de dangers qui nourrit et entretient les peurs* » écrivions-nous il y a deux ans.

Ce sentiment d'impuissance s'est-il émoussé ? Peut-il s'être réduit sous l'effet de la montée de l'idée qu'on peut arriver à **vraiment** lutter contre l'insécurité routière, voire contre la violence et la délinquance ? Est-ce, de fait, **le sentiment d'accumulation des risques qui recule** ? Est-ce, à un moment de montée des mécontentements, une réaction de refus très volontariste, de **déni d'une prétendue inéluctabilité des dangers** ? On restera prudent sur ce point, le mouvement intervenu méritant d'être confirmé.

On fera néanmoins **deux constats principaux** :

A- En deux ans, les inquiétudes ont régressé nettement dans tous les groupes socio-démographiques sans aucune exception. Le mouvement n'a certes pas été partout de même ampleur (Tableau 11) : le recul a été plus accentué **dans les catégories moyennes** (employés, revenus intermédiaires, Bepc, ouvriers), **chez les jeunes, les 35-60 ans** et dans **les petites villes de province**. La baisse a été moins affirmée chez les bas revenus, les femmes au foyer, les plus de 65 ans, les diplômés et les habitants de villes moyennes (20 000 à 100 000 âmes).

En fait, chez les diplômés et les bas revenus, ce sont les craintes concernant les maladies graves qui n'ont pas reculé, ni celles concernant l'agression dans la rue.

Dans les villes moyennes, ce sont surtout les craintes concernant l'accident de centrale qui n'ont que peu varié.

Enfin, chez les seniors et les femmes au foyer, ce sont les appréhensions concernant l'agression dans la rue qui ont freiné la baisse de l'indicateur.

Mais le constat n'est est que plus net (Tableau 11) : **le reflux des inquiétudes a bel et bien davantage affecté certains des groupes « moteurs », cette année, dans la montée de l'insatisfaction à l'égard du niveau de vie personnel.**

Comme si leurs ressentiments les incitaient à moins de résignation, en quelque sorte, à dépasser leur abattement.

Tableau 11
Lentement mais sûrement, les inquiétudes ont commencé à reculer

- Evolution 2003-2005 -

(Pourcentage d'inquiets)

	Début 2003	Début 2004	Début 2005	Evolution 2003-2005
Catégories classées en fonction des revenus du foyer				
. Moins de 915 €/mois	43	43	39	- 4
. De 1 524 à 1 829 €/mois	48	35	32	- 16
. Plus de 2 287 €/mois	34	30	23	- 11
Catégories classées en fonction de la profession				
. Femme au foyer	50	43	45	- 5
. Ouvrier	46	38	35	- 11
. Employé	50	42	36	- 14
. Cadre (supérieur ou moyen)	27	26	20	- 7
Catégories classées en fonction de l'âge				
. Moins de 25 ans	44	36	32	- 12
. 25 à 34 ans	39	34	33	- 6
. 35 à 49 ans	40	36	30	- 10
. 50 à 64 ans	35	37	25	- 10
. 65 ans et plus	35	39	32	- 3
Catégories classées en fonction du niveau de formation				
. Aucun diplôme (ou Cep)	46	43	37	- 9
. Diplômé du bepc ou d'un diplôme technique inf. au bac.....	40	41	27	- 13
. Diplômé du bac ou du supérieur	28	28	25	- 3
Catégories classées en fonction du lieu de résidence				
. Moins de 2 000 habitants	39	36	29	- 10
. 2 000 à 20 000 habitants	41	44	30	- 11
. 20 000 à 100 000 habitants	35	37	33	- 2
. 100 000 habitants et plus (hors agglomération parisienne)	37	37	29	- 8
. Paris – agglomération parisienne	40	27	32	- 8
Ensemble de la population	38	36	30	- 8

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : au début 2005, 39 % des titulaires de faibles revenus sont inquiets, soit 4 points de moins qu'en 2003

B- Les inquiétudes ont, certes, reculé, mais elles restent élevées en valeur absolue, et tout particulièrement chez les bas revenus, les non-diplômés et les femmes au foyer (plus de 37% d'inquiets dans ces groupes). C'est-à-dire dans les catégories « habituellement » plus soumises aux inquiétudes, même si ce n'est plus aujourd'hui le cas des personnes âgées.

Dans ce contexte, on doit évidemment se demander si le recul qui est intervenu dans les classes moyennes ne contribue pas, en quelque sorte, **à redonner aux peurs leur « sens initial », celui d'il y a une décennie**⁷. Le degré de sécurité économique et social, le niveau culturel, retrouvent en effet une partie de l'importance qu'ils avaient alors comme variables explicatives des craintes. **Le « malaise existentiel » de ces dernières années commencerait-il à disparaître pour reconferer toute sa place à « l'exclusion économique et sociale » comme cause principale des peurs ?**

Il est encore trop tôt pour le dire. Mais ce mouvement, s'il se poursuivait, constituerait **un changement d'envergure** par rapport à ce mal-être multiforme, insaisissable, « ingouvernable », qui a caractérisé les attitudes d'une bonne partie de la population toutes ces dernières années.

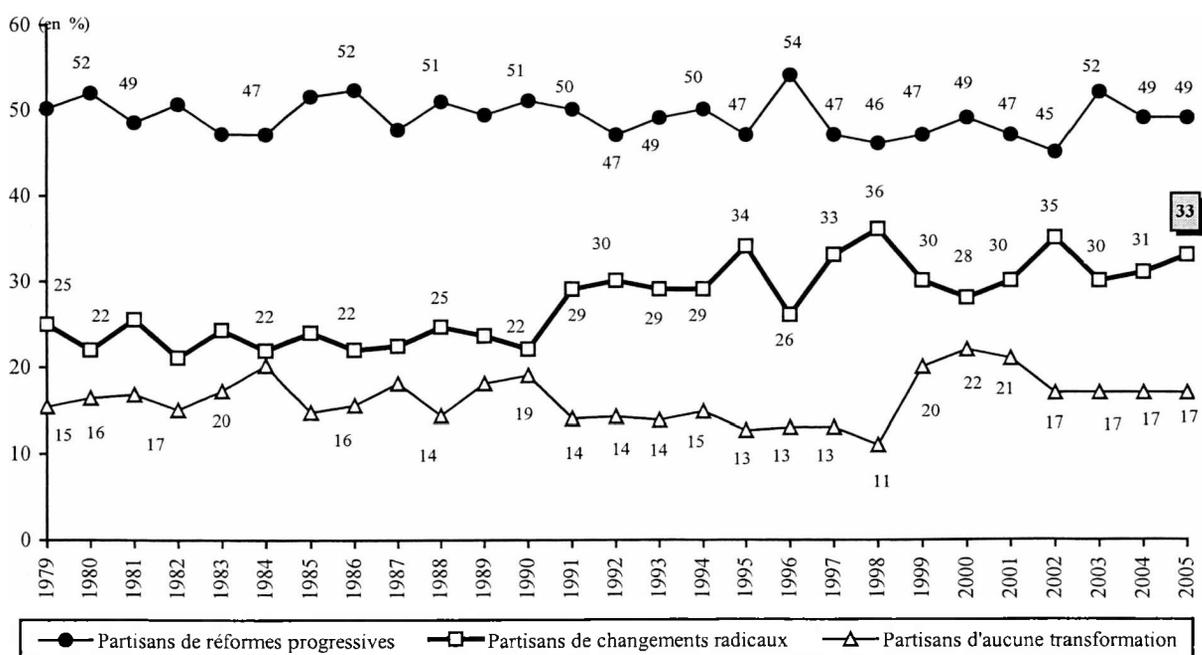
⁷ Voir « *Les inquiétudes des Français ou l'évolution des craintes de 1982 à 1996* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 107, Octobre 1997.

4. La demande de réformes radicales de la société repart à la hausse, tirée par les attentes en matière de pouvoir d'achat

La montée sensible de l'**insatisfaction**, la croissance des **ressentiments** à l'égard de l'évolution du niveau de vie, pouvaient laisser augurer – on ne s'en serait guère étonné – un sérieux durcissement des demandes de transformation profonde de la société. Ce n'est pas totalement le cas, dirons-nous, même s'il faut reconnaître que les tensions sont bien là, très présentes : **le nombre de partisans de réformes radicales repart à la hausse, gagnant deux points cette année, à 33%** (Graphique 13).

Mais peut-être faut-il rappeler que le pays a déjà connu, dans le passé, des proportions plus élevées de demandeurs de réformes drastiques : 35% en 2002, 36% en 1998, 34% en 1995. Ce n'est donc pas la montée des exigences radicales qui est étonnante cette année, c'est son ampleur finalement encore modérée. On trouvera peut-être, dans cette modération toute relative, quelques signes d'espoir sur les possibilités de « ressaisissement » de l'opinion. Soyons néanmoins prudent : **les 33% atteints traduisent un niveau très significatif de « contestation »**. Ce n'est donc pas un record, mais la tendance est **indéniablement à la hausse**.

Graphique 13
La demande de réformes « radicales » de la société remonte



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

En fait, on n'observe pas vraiment, ces douze derniers mois, de progression exceptionnelle de la demande de réformes radicales dans tel ou tel groupe socio-démographique précis, particulièrement velléitaire ou mécontent de son propre sort (sauf peut-être chez les habitants de villes moyennes de province). Même si la « contestation » sociétale atteint des sommets dans quelques catégories bien ciblées : 39% chez les femmes au foyer, 38% chez les travailleurs indépendants, 37% chez les ouvriers, 36% chez les revenus moyens (1 à 3 points de plus cette année dans chacun de ces groupes).

En réalité, on observe plutôt **une diffusion de la « radicalité » dans la plupart des couches de la société, sans poussée de fièvre particulière**, comme cela avait pu être le cas précédemment, par exemple en 2002. Est-ce le signe d'une prudence contenue, avant une éventuelle tempête ? Toujours est-il qu'on décèle ce qu'on nommera **une certaine uniformisation des attitudes**, la demande de réformes radicales ayant augmenté aussi bien chez les bas revenus (+ 5 points en deux ans) que chez les diplômés du supérieur (+ 5 points) ou chez les Franciliens (+ 6 points, cf. Tableau 12).

Tableau 12
Une certaine uniformisation, à la hausse, de la demande de réformes radicales

- Evolution sur deux ans -

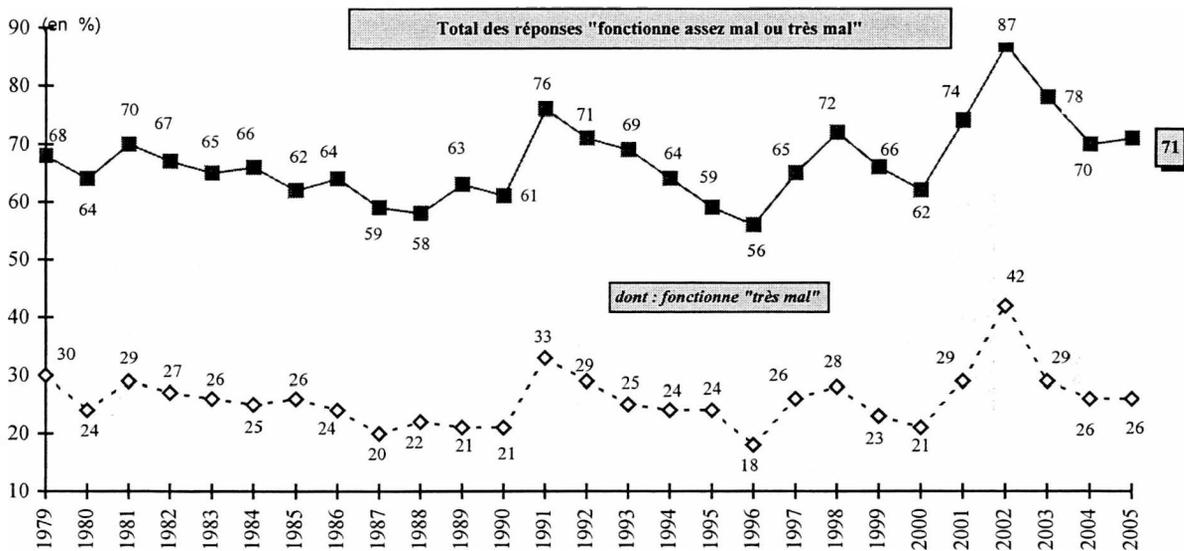
(Pourcentage d'individus souhaitant des réformes radicales de la société française)

	Début 2003	Début 2004	Début 2005	Evolution 2003-2005
. Moins de 915 €/mois	30	31	35	+ 5
. De 915 à 1 524 €/mois	35	33	36	+ 1
. De 1 525 à 3 049 €/mois	32	33	33	+ 1
. Plus de 3 049 €/mois	25	28	27	+ 2
. Aucun diplôme	33	32	34	+ 1
. Bepc, Technique inf. au bac	32	38	35	+ 3
. Bac, Technique niveau bac	28	27	30	+ 2
. Diplômé du supérieur	25	23	30	+ 5
. Moins de 20 000 hab.	32	33	31	- 1
. De 20 000 à 100 000 hab.	29	35	42	+ 13
. 100 000 hab. et plus	31	32	33	+ 2
. Paris – agglomération parisienne	23	21	29	+ 6
Ensemble de la population	30	31	33	+ 3

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Un autre élément complémentaire, convergent, de ce « **mécontentement froid** », sans poussée de fièvre excessive, concerne l'insatisfaction exprimée à l'égard de **l'institution judiciaire** – au demeurant déjà très élevée – : celle-ci ne s'est pas fondamentalement accrue ces douze derniers mois (71% des Français estiment que la justice fonctionne mal en France, contre 70% l'an dernier), alors que certains évènements récents, notamment le déroulement du procès d'Outreau et les erreurs judiciaires révélées, auraient pu infléchir davantage les jugements défavorables du corps social sur les institutions.

Graphique 14
Le pourcentage d'individus estimant que la justice fonctionne mal en France



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

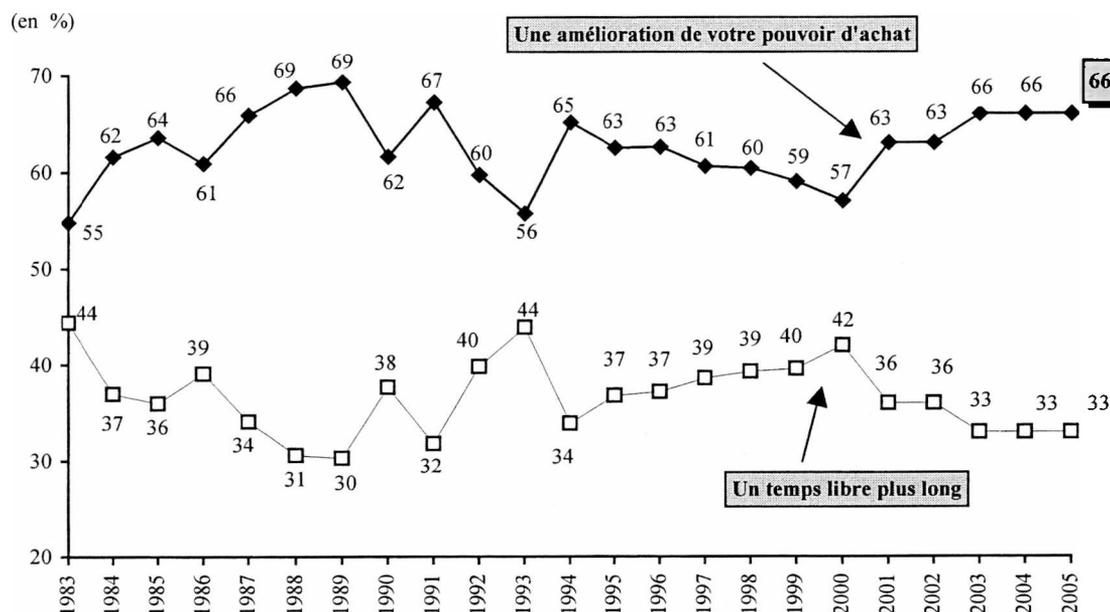
En un mot, la critique institutionnelle est, bien sûr, fortement présente dans la société, mais il ne s'agit pas (pas encore ?) d'une lame de fond dévastatrice. Autrement dit, **les récriminations qui dominent aujourd'hui dans l'opinion reposent peut-être moins sur l'attente de réformes institutionnelles radicales que sur le désir profond de revalorisation du pouvoir d'achat.**

On trouve d'ailleurs plus qu'un indice de ce désir lancinant quand on observe **les préférences affichées entre augmentation du pouvoir d'achat et accroissement de temps libre** (Graphique 15).

Pour la troisième année consécutive en effet, on observe que **les attentes d'augmentation du pouvoir d'achat dominant de loin, chez les actifs, à 66%**. Ce taux est particulièrement élevé puisque pendant une décennie, de 1993 à 2002, il n'avait jamais dépassé les 65%. Or **voilà maintenant trente-six mois que ce pourcentage ne recule guère**, signe de l'importance des tensions ressenties.

Graphique 15
Quelle est votre préférence entre ... ?

- Question posée aux seuls actifs -



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Le plus révélateur est que **les attentes en termes de pouvoir d'achat se sont, elles aussi, uniformisées ces derniers mois** (Tableau 13) :

- Là où elles étaient déjà très aiguës il y a deux ans (employés, ouvriers, bas revenus, non-diplômés...), elles ont marqué le pas, tout en restant élevées ;
- Là où elles étaient plutôt inférieures à la moyenne, elles ont sensiblement progressé (diplômés, Franciliens, indépendants, cadres ...).

Tableau 13
La demande d'amélioration du pouvoir d'achat a gagné des catégories
jusqu-là relativement moins revendicatives

- Champs : actifs uniquement -

	Début 2003	Début 2005	Evolution 2003-2005
Les groupes où la demande d'augmentation du pouvoir d'achat était la plus élevée il y a deux ans			
. Ouvrier	77	73	- 4
. Moins de 915 €/mois dans le foyer.....	77	73	- 4
. 25-34 ans	74	71	- 3
. De 915 à 1 524 €/mois dans le foyer.....	74	74	=
. Aucun diplôme	74	74	=
. Employé	72	69	- 3
. Réside dans une commune de moins de 2 000 hab.	71	63	- 8
Ensemble de la population	66	66	=
Les groupes où la demande d'augmentation du pouvoir d'achat était la plus faible il y a deux ans			
. Réside à Paris – agglomération parisienne	64	69	+ 5
. Diplômé du bac ou du supérieur	60	62	+ 2
. Cadre (moyen ou supérieur)	58	61	+ 3
. Travailleur indépendant	57	62	+ 5
. 50-64 ans	56	57	+ 1
. Plus de 3 049 €/mois dans le foyer	55	62	+ 7

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

L'exemple le plus significatif concerne les actifs aisés (plus de 3 049 Euros par mois dans leur foyer) : alors qu'en 2002, 48% préféraient une augmentation de leur pouvoir d'achat, le taux est passé à 55% en 2003 et à 62% cette année (+ 14 points en trois ans). Le pourcentage n'est plus guère différent de la moyenne (66%). Il y a bien là le signe de la montée d'un ressentiment nouveau, plus ou moins généralisé : dans les groupes aisés, jusqu'en 2002, c'était plutôt la demande de temps libre qui l'emportait assez systématiquement.

Autrement dit, **les revendications, cette année, ne sont plus l'apanage de quelques groupes bien précis ; elles traversent indifféremment toutes les strates de la société** et traduisent une insatisfaction profonde à l'égard du niveau des revenus du travail.

La société française se caractérise donc aujourd'hui par **une somme de mécontentements**, plus ou moins affirmés, plus ou moins convergents, mais dont le plus frappant est en quelque sorte **l'unanimité catégorielle**. Ces exigences protestataires méritent grande attention, car depuis deux ans elles prospèrent et, redisons-le, elles se nourrissent du pessimisme collectif ambiant.

5. Les interrogations sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales continuent à se propager

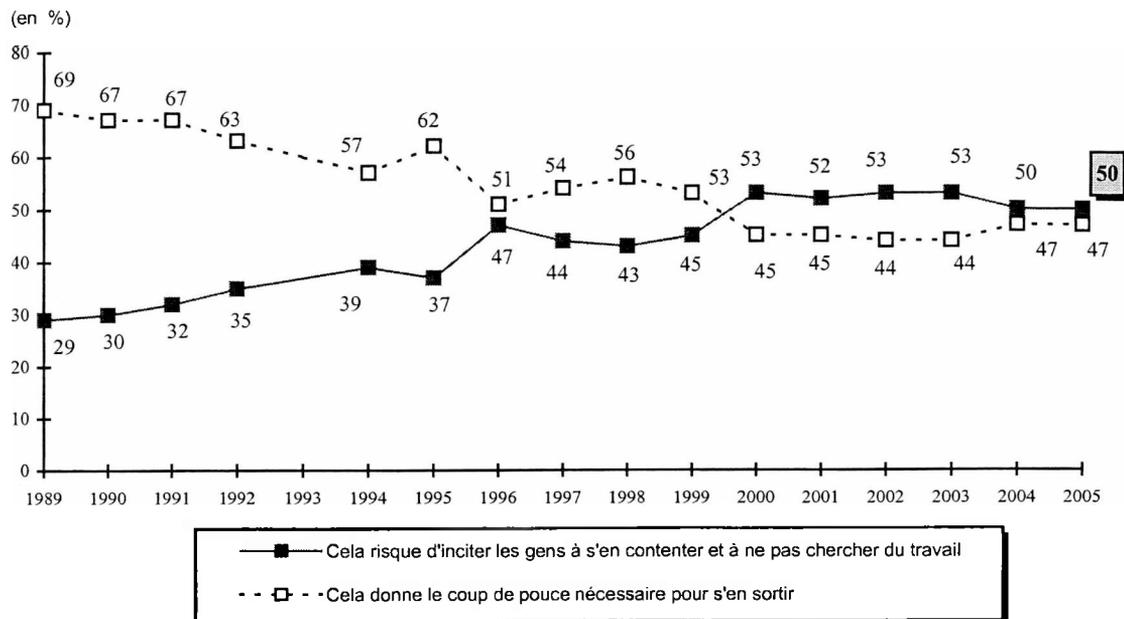
Est-ce dû aux exigences protestataires – celles que l'on vient de mesurer – concernant l'évolution des revenus du travail ? Est-ce lié aux réformes successivement engagées ces dernières années en matière d'assurance-chômage, de retraites ou de prestations-maladie et au cortège de désillusions qui les accompagne ? Est-ce enfin en rapport avec le sentiment montant de l'existence de contraintes budgétaires de plus en plus serrées ? Toujours est-il qu'on observe **une nouvelle amplification des interrogations sur les effets déresponsabilisants que peuvent générer certaines prestations sociales.**

Voilà plusieurs années que de façon quasi rituelle, ce point figure dans notre note de conjoncture, sans véritablement varier, sans vraiment s'infléchir. L'an dernier, les critiques avaient paru s'atténuer ; mais le mouvement est reparti à la hausse alors même qu'on aurait pu penser que la montée des préoccupations concernant la pauvreté en France (*cf.* ci-dessus) aurait pu modifier les opinions.

Car force est de constater que depuis près de huit ans maintenant, que le climat économique s'améliore ou se dégrade, que le pessimisme sociétal s'efface ou resurgisse, que les jugements sur l'évolution du chômage soient empreints d'optimisme ou de pessimisme, **les Français maintiennent leur appel à une plus grande responsabilisation à l'égard des modalités de distribution des aides sociales.** Leurs préventions se renforcent même : elles portent tout à la fois **sur la façon de verser les aides, sur le contrôle de leur attribution et sur les risques qu'elles peuvent susciter en matière de désincitation au travail.**

Premier élément de ce constat : les attitudes sur le Revenu Minimum d'Insertion et son impact auprès des bénéficiaires. Depuis déjà soixante mois, une bonne moitié de la population estime en effet que cette prestation « **risque d'inciter les bénéficiaires à s'en contenter et à ne pas chercher de travail** ». La proportion, à 50%, n'a pas varié cette année, contrecarrant l'espoir de baisse entraperçu il y a douze mois. En un mot, « **la courbe de la responsabilisation** » est toujours au-dessus de celle de « **la compassion** » (Graphique 16).

Graphique 16
Au sujet du revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous plutôt que :



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Il est difficile de bien caractériser les évolutions contradictoires intervenues sur cette question ces douze derniers mois ; on relève néanmoins globalement un recul de la « méfiance » à l'égard du RMI chez les hauts revenus et une remontée au bas de l'échelle des ressources, confirmant en partie – mais en partie seulement – le constat de l'an dernier : on critique un peu plus les risques désincitatifs du RMI dans la « France d'en bas » et dans les catégories moyennes.

En fait, on voit toujours « s'opposer », sur cette question, **deux groupes principaux** (Tableau 14) :

- * Un premier est composé de catégories **qui dénoncent majoritairement « les effets néfastes du RMI »** (à 55-62%) : indépendants, personnes âgées, ruraux, non-diplômés et ouvriers. En deux ans, leurs attitudes se sont globalement maintenues, malgré un léger apaisement.
- * Le second est constitué de catégories **qui critiquent moins le RMI qu'en moyenne** (elles le font à 38-46%), y voyant plus de bienfaits que de risques : jeunes, Franciliens, cadres, diplômés, hauts revenus. Est-ce l'insatisfaction

grandissante de ces catégories qui les a conduit, ces vingt-quatre derniers mois, à plus de compréhension envers les bénéficiaires de prestations de subsistance ?

Tableau 14
Le pourcentage d'individus considérant que « le RMI risque d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher de travail »

- Evolution sur deux ans -

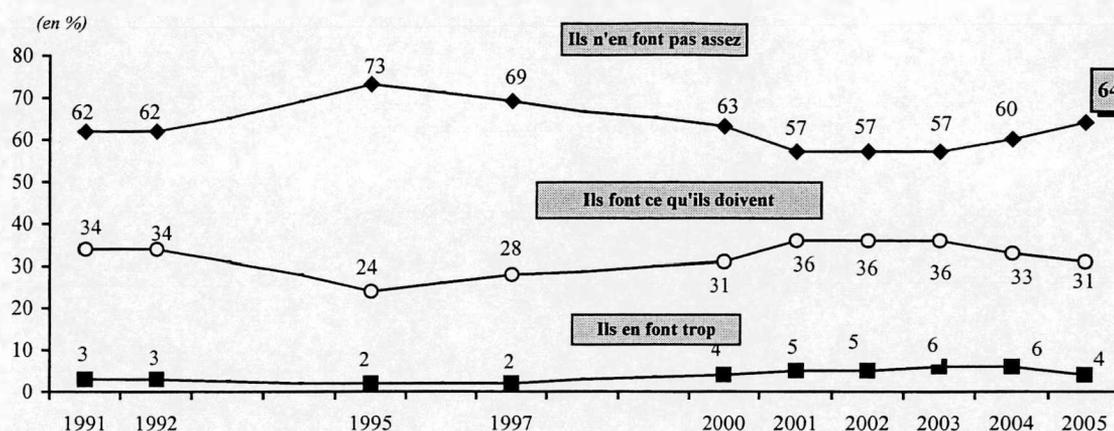
(en %)

	Début 2003	Début 2005	Evolution 2003-2005
Les groupes aujourd'hui les plus critiques vis-à-vis du RMI			
. Travailleur indépendant	64	62	- 2
. A 65 ans et plus	59	56	- 3
. Réside dans une agglo. de moins de 2 000 hab.	57	56	- 1
. Ne dispose d'aucun diplôme.....	58	56	- 2
. Ouvrier	55	55	=
Ensemble de la population	53	50	- 3
Les groupes aujourd'hui les moins critiques vis-à-vis du RMI			
. Dispose, dans son foyer, de plus de 3 049 €/mois	57	46	- 11
. A moins de 25 ans	47	45	- 2
. Diplômé du bac ou du supérieur.....	48	44	- 4
. Cadre (moyen ou supérieur)	48	43	- 5
. Etudiant	47	40	- 7
. Réside à Paris et dans l'agglomération parisienne	50	38	- 12

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Toujours est-il que le problème posé ici – il est nécessaire de bien le préciser – n'est pas celui de la compassion, ni de la solidarité envers les plus défavorisés. Il porte précisément sur **l'efficacité de l'aide, ses effets, et aucunement sur l'opportunité du soutien aux plus démunis**. Car cet appui est bien présent, toujours revendiqué dans l'ensemble de la population, comme c'était le cas les années précédentes. Il s'est même largement renforcé ces douze derniers mois : **64% des Français estiment en effet que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis**. Ce pourcentage s'est accru de 4 points cette année, après les 3 gagnés au début 2004 (Graphique 17).

Graphique 17
Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent
ou ne font pas assez pour les plus démunis ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Autrement dit, la **nécessité des actions engagées envers les plus démunis n'est en aucune manière remise en cause** : elle s'est même nettement amplifiée dans l'opinion alors que les « préventions » à l'égard des effets du RMI se sont maintenues.

On pourrait d'ailleurs rajouter, pour aller dans le même sens, que les Français portent un regard toujours « compatissant » sur les plus pauvres, en tout état de cause plus compatissant que moralisateur : 59% estiment que les plus démunis sont dans cette situation, non parce qu'ils n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir, mais parce qu'ils n'ont « **pas eu de chance** » (le taux était de 60% l'an dernier).

Autrement dit, les « doutes » exprimés ici ne portent pas vraiment sur l'opportunité des aides à apporter, mais **sur les risques que ces dernières peuvent susciter en matière de désincitation au travail**. On l'observe sur toutes les questions laissant supposer que les aides sociales pourraient gêner la reprise d'une activité professionnelle (Tableau 15). Les jugements sont même quasiment consensuels : 81% de la population (chiffre en hausse de 5 points cette année) estiment que les minima sociaux concurrencent les emplois les moins rémunérés. De même, 70% (3 points de plus en douze mois) estiment que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi.

Tableau 15
Les interrogations sur les aides sociales concernent le risque de « désincitation » au travail

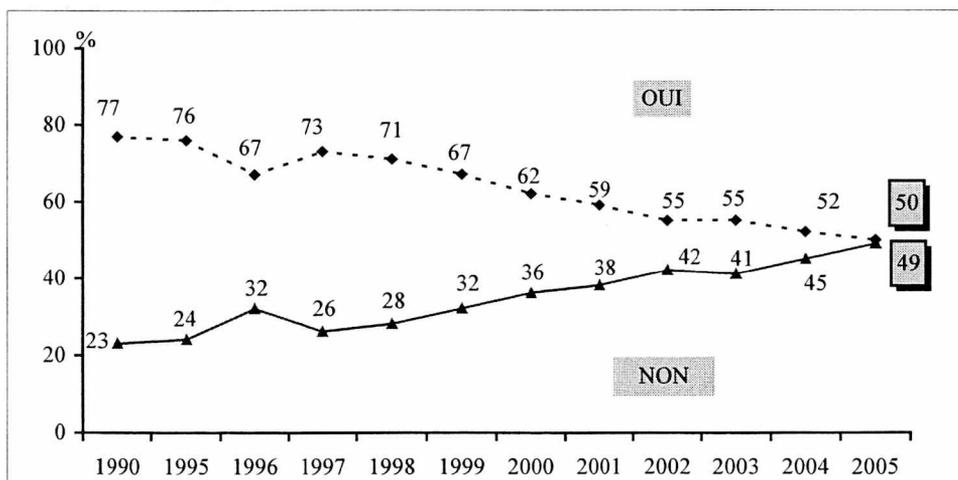
	(en %)							
	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Début 2001	Début 2002	Début 2003	Début 2004	Début 2005
. Est d'accord avec l'idée qu'il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire	Non posé	71	77	76	79	78	76	81
. Pense que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi .	57	63	68	70	73	69	67	70

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

D'ailleurs, pour la première fois cette année, le nombre d'enquêtés estimant que **les chômeurs ne doivent pas tous être indemnisés** frôle les 50% ! A 49% exactement, cette proportion a gagné 4 points en un an, et 8 points en deux ans. Elle n'a cessé de s'accroître depuis 1997 (Graphique 18). Autrement dit, l'idée d'indemniser systématiquement tous les chômeurs s'est considérablement émoussée en une décennie et demi, passant de 77% en 1990, à 62% en 2000 et à 50% aujourd'hui. **C'est un des mouvements de fond les plus affirmés de ces dernières années.**

Graphique 18
Un net recul de l'idée d'indemniser systématiquement tous les chômeurs

Actuellement, près de la moitié des chômeurs ne perçoivent aucune indemnité de chômage.
 Vous personnellement, pensez-vous que tous les chômeurs devraient être indemnisés ?



Source : CREDOC - Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Le plus remarquable est que le nombre « d'opposants » à l'indemnisation systématique de tous les chômeurs s'est accru, ces deux dernières années, dans **tous** les groupes socio-démographiques **sans aucune exception**. Mais alors que ce nombre n'était hier majoritaire que chez les travailleurs indépendants, il l'est maintenant aussi chez les moins de 35 ans (53%), chez les cadres (50%), chez les employés (51%), chez les actifs (54%), chez les titulaires de revenus supérieurs à 2 300 Euros par mois (54%) et chez les habitants de grosses agglomérations de province (50%).

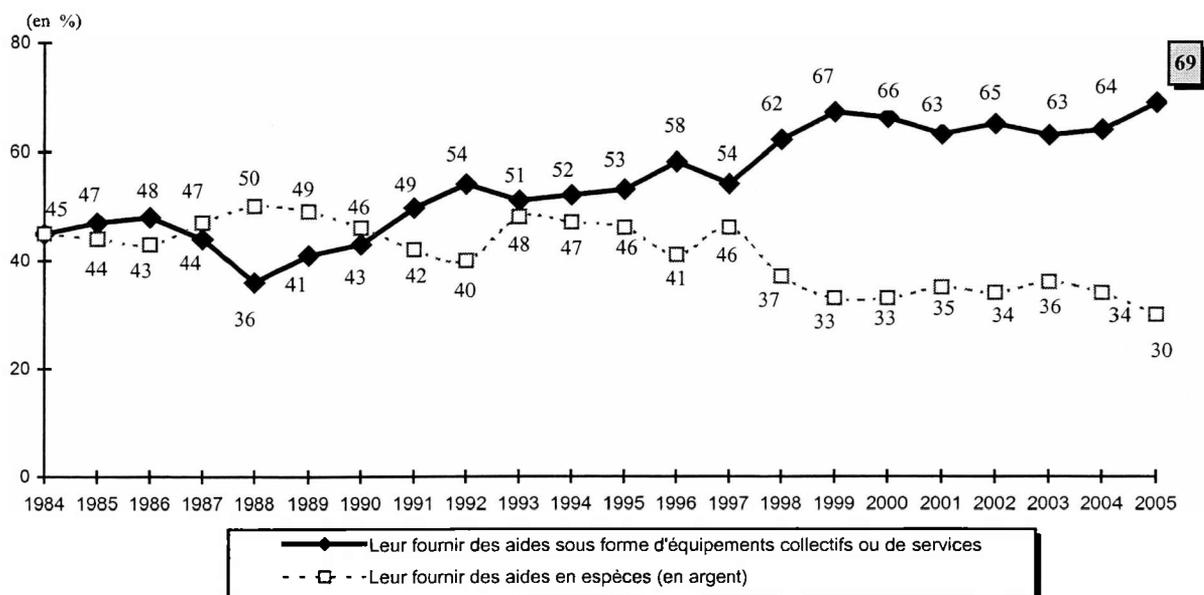
Et ce taux a gagné des points également dans les groupes qui sont pourtant plus « conciliants » en matière de RMI (*cf.* ci-dessus), c'est-à-dire par exemple chez les Franciliens (48% refusent l'indemnisation de tous les chômeurs, + 11 points en deux ans), chez les diplômés (49%, + 7 points) ou chez les titulaires de hauts revenus (54%, + 6 points).

Parallèlement, **la volonté de mieux contrôler l'utilisation des aides versées**, afin qu'elles ne génèrent pas d'effets déresponsabilisants, continue à s'affirmer ; elle se renforce même très sensiblement en matière de prestations familiales : 69% des Français estiment préférable, pour mieux aider les familles, de leur fournir **des aides sous forme d'équipements et de services**, c'est-à-dire de verser des prestations en nature plutôt qu'en espèces. Le taux s'est accru de 5 points en un an, dépassant le pic atteint au début 1999. Jamais, depuis vingt ans, **la demande de « contrôle » de l'utilisation des prestations versées n'avait été aussi haute** (Graphique 19).

D'ailleurs, presque les trois quarts (73%) de la population estiment que les Caisses d'Allocations Familiales « ne contrôlent pas suffisamment les situations individuelles des allocataires ». Le taux est du même ordre de grandeur (72-76%) depuis déjà six ans. Et il est aussi élevé (71%) chez les bénéficiaires de prestations familiales eux-mêmes.

Graphique 19 Des aides en nature avant tout

Entre les deux solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour mieux aider les familles ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Autrement dit, les demandes des Français concernant les aides sociales visent avant tout la nécessité de mieux **responsabiliser** les bénéficiaires, en cherchant à améliorer leur capacité de réinsertion, et non à critiquer l'ampleur des actions de solidarité menées au profit des plus démunis.

Les choix formulés par les enquêtés **sur les aides à augmenter en priorité** confirment totalement ce constat, en amplifiant même les observations faites l'an dernier : ce sont les allocations risquant de désinciter à la reprise d'un emploi que les Français ont, en termes relatifs, de moins en moins envie de voir renforcer. **Trois enseignements principaux** se dégagent, en effet, du Tableau 16 :

- * **La déconvenue de la population à l'égard de la réforme des retraites**, révélée l'an dernier, n'était pas qu'un « coup de sang », vite oublié : 29% des enquêtés (1 point de plus que l'an dernier, 13 points de plus qu'en 1999) classent les « prestations-vieillesse » largement en tête des prestations à augmenter en priorité.

- * **Deux autres types de prestations ont finalement progressé** ces douze derniers mois au palmarès des aides prioritaires : **les prestations d'invalidité-handicap** (+ 5 points en un an) ; **les prestations de logement** (+ 3 points). On peut presque considérer qu'il s'agit là d'aides « affectées ».

Tableau 16
Si parmi les prestations sociales suivantes, l'on devait, aujourd'hui, en augmenter une au détriment d'une autre, laquelle augmenteriez-vous en priorité ?

(Classés par ordre décroissant des réponses de 2005)	Début 1992	Début 1995	Début 1997	Début 1999	Début 2004	Début 2005	Evolution 2004-2005
. Prestations-vieillesse, retraites	21	18	13	16	28	29	+ 1
. Prestations familiales	26	21	26	19	22	19	- 3
. Pensions d'invalidité ou d'handicap	9	8	5	8	10	15	+ 5
. Prestations de logement	7	8	10	8	8	11	+ 3
. Revenu Minimum d'Insertion	13	17	19	18	14	11	-3
. Remboursements maladie de la Sécurité Sociale	13	11	8	9	6	6	=
. Prestations-chômage	8	14	14	15	9	5	-4
. Ne sait pas	4	4	4	7	3	3	
Total	100	100	100	100	100	100	

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

- * Enfin, la demande accrue à l'égard de ces trois types de prestations (retraites, logement, invalidité) s'est faite précisément **au net détriment des prestations-chômage** (- 4 points cette année, - 10 en six ans) et **du RMI** (- 3 points cette année, - 7 depuis 1999). Il s'agit là justement des deux types d'allocations, déjà évoquées précédemment, **les plus susceptibles d'éventuels effets désincitatifs**. Le plus remarquable est que ce double recul a affecté **tous** les groupes socio-démographiques, y compris les bas revenus et les ouvriers.

D'ailleurs, cette année, 18% des Français **classent les prestations-chômage en tête du palmarès des aides à diminuer en priorité** (contre 5% en 1999) et 15% évoquent le RMI (5% en 1999).

En un mot, la volonté apparente de mieux **responsabiliser** les bénéficiaires des politiques sociales, de mieux **cibler** les aides, de mieux **les affecter** à des besoins le plus précis possible, continue à tenailler fortement une population, pourtant très attachée à l'Etat - Providence, mais qui est elle-même soumise à la rigueur salariale et budgétaire, et aux ressentiments qui l'accompagnent.

En guise de conclusion

Voilà donc finalement l'élément majeur du climat instable de ce début 2005 : **les ressentiments se multiplient dans la société française ; les griefs**, plus ou moins intenses, plus ou moins communs, **foisonnent** ; en un mot, **l'insatisfaction grandit**.

Le plus frappant, au terme de cette analyse, est sûrement **la convergence catégorielle des récriminations**. Et c'est cette convergence qui mérite aujourd'hui le plus d'attention : il faut dire qu'elle porte en germe, comme cela avait pu être le cas il y a quelques années, le renoncement, la démoralisation et, *in fine*, la montée des radicalités.

Car partout où, il y a encore deux semestres, les critiques, déjà largement présentes, n'étaient que ciblées, plus ou moins localisées, **le mécontentement** s'est lentement, insidieusement, diffusé, dilaté, envahissant les esprits :

- D'abord, **le pessimisme collectif**, qu'on assimilait déjà l'an dernier à une marée noire, lourde et pesante, a continué à s'étendre, à napper le corps social, « emprisonnant », piégeant cette fois les classes moyennes et aisées.
- Ensuite, force est de constater que l'opinion presque unanime, comme saisie par l'impuissance apparente des gouvernants à combattre efficacement **le chômage**, ne croit plus guère à une baisse prochaine du fléau.
- Enfin, **les tensions sur le niveau de vie individuel, profondes et lancinantes**, sont venues balayer, annihiler quasiment les derniers espoirs catégoriels, ceux qu'on décelait pourtant bel et bien il y a encore quelques mois dans les classes moyennes et intermédiaires.

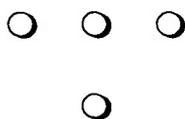
La morosité, pour ne pas dire l'amertume, **commence même à gagner**, sans faille apparente, **les groupes du haut de l'échelle des revenus**. D'ailleurs, les restrictions ressenties s'accroissent **partout**, traduction des tensions qui pèsent sur **un pouvoir d'achat d'autant plus mis à mal**, dans les esprits, que la confiance dans l'étalon de mesure, **l'Euro**, semble elle-même sinon ébranlée, du moins largement discutée. Ainsi, voilà bien **le maître-mot** au cœur des interrogations actuelles de la population hexagonale : c'est **la confiance, collective et individuelle**, qu'il convient de restaurer ; c'est la foi en un avenir commun qu'il est nécessaire de retrouver.

Heureusement, on peut encore déceler – ou chercher à déceler –, malgré le trouble évident de l'opinion, quelques **espoirs fugaces**, quelques potentialités qu'il faudrait savoir mieux capitaliser, arriver à faire fructifier :

- * D'abord, **pour la première fois depuis huit ans, les inquiétudes ont entamé un mouvement de recul significatif**. Certes, il est encore trop tôt pour se prononcer sur la poursuite de ce mouvement. Mais **la simultanée** de la baisse des craintes sur les **quatre** sujets de risques mesurés dans l'enquête, peut redonner quelque espoir : après plusieurs années d'abattement, l'opinion, qui se sentait hier impuissante face à l'omniprésence de peurs sourdes et renouvelées, ne montre-t-elle pas ainsi qu'elle pourrait avoir la capacité **de dépasser ces craintes**, d'oublier ses appréhensions ? **Le pays, hier abattu et apeuré, n'est-il pas en train d'échanger « la lourdeur de la résignation » contre « l'esprit de revendication » ?** N'est-il finalement pas plus aisé d'agir contre la baisse du pouvoir d'achat que contre un malaise plus qu'existential, multiforme et insaisissable ?

- * Ensuite, **avec l'accroissement des restrictions, l'appétence à consommer semble bien montrer quelques signes de renouveau**, pour peu que le pouvoir d'achat d'abord, mais aussi les politiques d'offre, suivent. N'y a-t-il pas là également un fugace indice de retournement possible, à condition d'arriver à lutter contre le pessimisme collectif galopant et d'engager délibérément, à bras-le-corps pourrait-on dire, des politiques nouvelles capables de restaurer la confiance.

Ainsi, les Français sont mécontents, mais soumis à une **insatisfaction encore « froide »**, sans poussée de fièvre par trop excessive. Méfions-nous cependant de leurs réactions : ils ne sont peut-être plus résignés, mais ils ont besoin d'être guidés. Car le pays semble **à la croisée des chemins**. Le **pari** aujourd'hui – et il n'est sûrement pas trop tard –, c'est de ne pas le laisser **glisser**, dans un climat revendicatif montant, du spleen de la déception vers les tourments bouillonnants de la totale désillusion.



**Une visualisation de l'état de l'opinion
au début 2005**

Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2005

Réalisée depuis vingt-sept ans, l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'état de l'opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables sont, chaque année, sélectionnées pour définir ce que l'on peut appeler « **l'espace général des opinions des Français** »¹. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perceptions et d'opinions**. Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget, ...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période², *l'Espace Général des Opinions des Français*. Cette construction permet d'observer à la fois :

- * La trajectoire suivie dans cet Espace par **l'ensemble** de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 2005.
- * La façon dont les différents **groupes socio-démographiques** se situent dans cet Espace à chaque période d'enquêtes, et surtout ces cinq dernières années.

Cette visualisation met en évidence **un double constat** :

1. **Le début 2005 se caractérise par une accélération de la poussée vers l'insatisfaction, engagée depuis maintenant quatre ans.** Le point 2005 repasse nettement à gauche de l'axe dans « l'Espace des Opinions ». **Il se trouve**

¹ Voir notamment les notes de conjoncture des quatre dernières années. On trouvera la liste des variables retenues page 67 ci-après.

² Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir « *L'Espace des Opinions des Français – 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, Octobre 1998. Celle-ci se confirme encore cette année.

maintenant résolument du côté du mécontentement. Les Français n'avaient pas figuré dans cette zone de l'Espace depuis 1998.

Cette inflexion très sensible traduit la **conjonction** de toute une série d'éléments ayant influé très négativement sur le moral des Français cette année : montée du pessimisme **collectif**, dégradation des jugements concernant les revenus **personnels**, augmentation des **restrictions** ressenties, progression de la demande de **réformes radicales...** Le **mécontentement n'est plus seulement collectif, il est également individuel.** Même s'il faut rappeler que l'indicateur d'inquiétudes ne figure pas historiquement dans les variables retenues pour élaborer l'Espace Général des Opinions³.

Ce **mouvement rapide de poussée vers l'insatisfaction** s'observe, avec une régularité surprenante, dans quasiment **toutes** les catégories sociales. En fait, après plusieurs années de côtoiement d'inflexions contradictoires, on peut reparler au singulier **du** moral des ménages, en oubliant presque les oppositions catégorielles : **la progression vers le mécontentement a aussi bien touché les cadres, les hauts revenus, les diplômés, que les classes moyennes et a fortiori, les groupes du bas de l'échelle.** Même si quelques catégories, de plus en plus rares, figurent encore du côté de la satisfaction dans l'Espace des Opinions.

2. Le « **modernisme** » des Français atteint un **haut niveau, le plus élevé depuis 1979.** Cette année, ce sont surtout les attitudes sur le **mariage**, mais aussi plus modérément celles sur la famille et le travail des femmes, qui ont contribué à cette évolution.

Cette poussée de modernisme a encore plus affecté quelques catégories jusque-là « en retard » sur ces sujets : ruraux, personnes de plus de 50 ans, ouvriers, titulaires de bas revenus, femmes au foyer... En un mot, l'ouverture à une certaine « modernité » se diffuse même dans les groupes jusque-là les plus « traditionalistes » : chez eux, c'est le « verrou » du mariage-union indissoluble qui, lentement, est en train de sauter.

Seules exceptions : la montée de l'insatisfaction s'est accompagnée, chez les Franciliens et les cadres, d'une pause dans leur modernisme déjà très marqué.

³ Les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2005)

Les seize variables actives présentées ci-après contribuent à la construction de « l'Espace Général des Opinions des Français »⁴.

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages « **satisfaction/insatisfaction** » et « **modernisme/traditionalisme** » (Graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.

Ainsi, à gauche de la carte (Graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

A l'opposé (à droite du Graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

⁴ Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 54 000 individus (vingt-sept vagues d'enquêtes).

Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

Le **deuxième axe**, dont le contenu se résumait, jusqu'à ces dernières années, à l'opposition « modernisme-traditionalisme » en matière de mœurs, se détermine d'abord à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se projettent les individus ayant des opinions dites "modernistes" en matière de mœurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient pouvoir travailler quand elles le désirent.

Mais on observe également que figurent ici les individus les plus confiants envers leurs conditions de vie prochaines : cette variable, représentative d'une confiance certaine envers l'avenir, **exerce davantage d'influence depuis cinq-six ans. Le modernisme en matière de mœurs s'accompagne donc d'une confiance plus accentuée envers le futur, d'une foi relative en l'avenir.**

A l'inverse, au Sud du graphique, on trouve les « traditionalistes », qui estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou qu'elles ne doivent le faire que si la famille n'arrive pas à vivre avec un seul salaire.

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1979-2005)
 (projection des variables actives)



2. L'évolution, sur vingt-sept ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation au début 2005

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population depuis le début 1979 (Graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, **de nombreux revirements et inflexions**. Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (début 1979 et début 2005), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par un **plus grand modernisme**, et une **montée de l'insatisfaction**

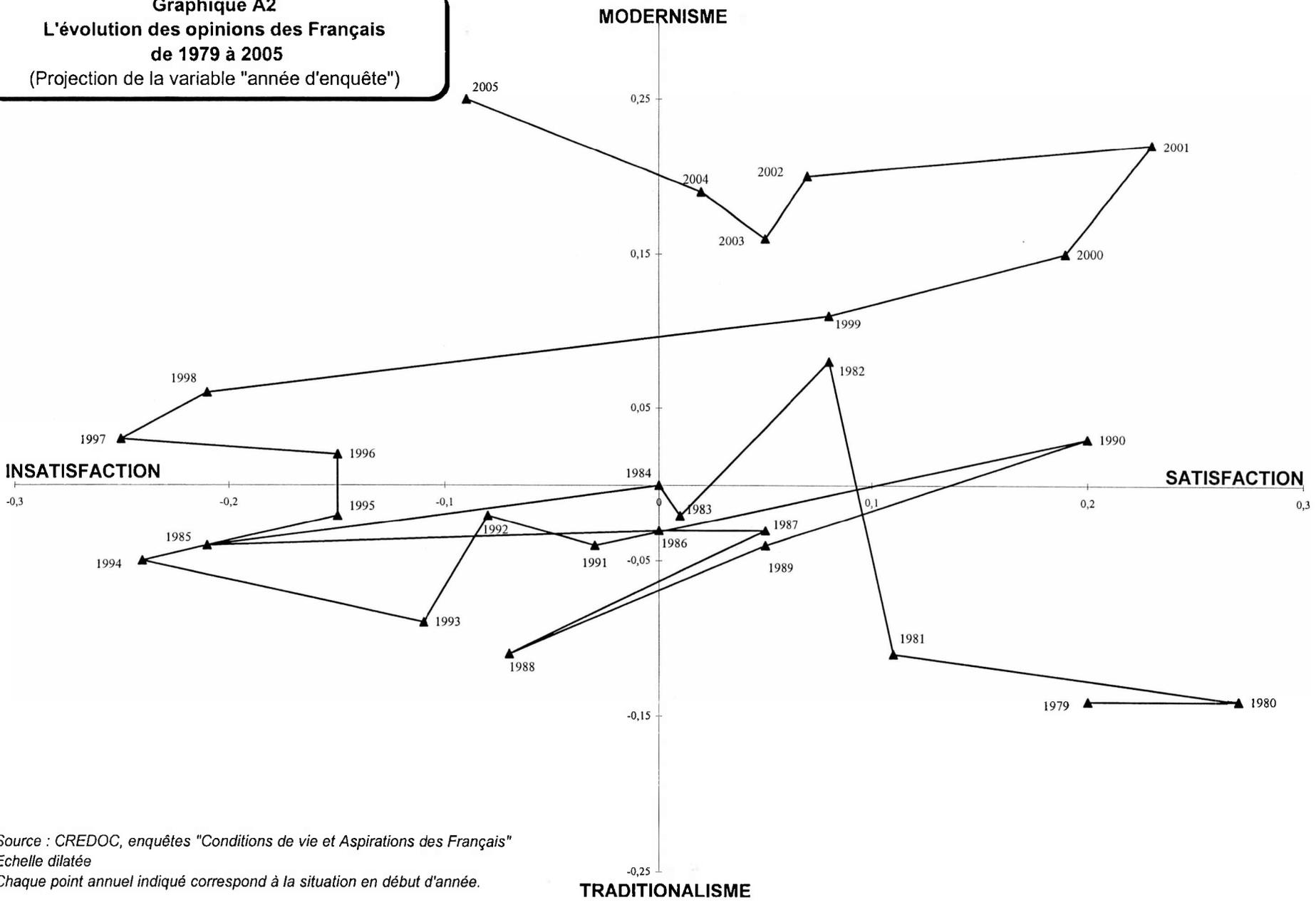
Nous avons déjà repéré **neuf grandes phases** sur l'ensemble de la période⁵. Peut-être peut-on se contenter de porter notre attention, cette année, sur les deux dernières grandes étapes :

- **De 1998 à 2001**, la diminution considérable du mal-être des Français les a conduits à traverser de part en part « l'Espace des Opinions » ; au début 2001, ils étaient revenus dans la partie Nord de la zone du **contentement**, celle qui est teintée d'un fort modernisme.
- **Depuis 2001**, nous sommes entrés dans une nouvelle phase, caractérisée par **une progression continue de l'insatisfaction**. Le point 2004 se situait assez près de la « frontière » séparant le contentement de la frustration, mais il ne l'avait pas encore franchie. C'est chose faite cette année : **le début 2005 correspond clairement à une phase d'accélération du mécontentement**. Ne revenons pas sur les éléments cumulés qui expliquent cette poussée, due pour beaucoup au foisonnement des jugements négatifs concernant les situations **individuelles** (voir ci-dessus). En fait, à l'image du « point moyen » 2005, **tous les groupes socio-démographiques se sont déplacés cette année vers la gauche du graphique**, même si tous n'ont pas (encore ?) franchi la « ligne fatidique ». Certains ont cependant basculé du côté de l'insatisfaction ces douze derniers mois : 25-34 ans, travailleurs indépendants, ruraux et Franciliens sont venus rejoindre les femmes au foyer, les ouvriers, les employés et les bas revenus dans la partie gauche de l'Espace, la zone « noire » du mal-être ressenti.

La progression du modernisme, quant à elle, n'a pas touché systématiquement tous les groupes socio-démographiques, mais a été globalement très sensible. En fait, **jamais le modernisme en matière de mœurs n'a été aussi haut depuis vingt-sept ans** (Graphique A2).

⁵ Voir la note de conjoncture de début 2002.

Graphique A2
L'évolution des opinions des Français
de 1979 à 2005
 (Projection de la variable "année d'enquête")



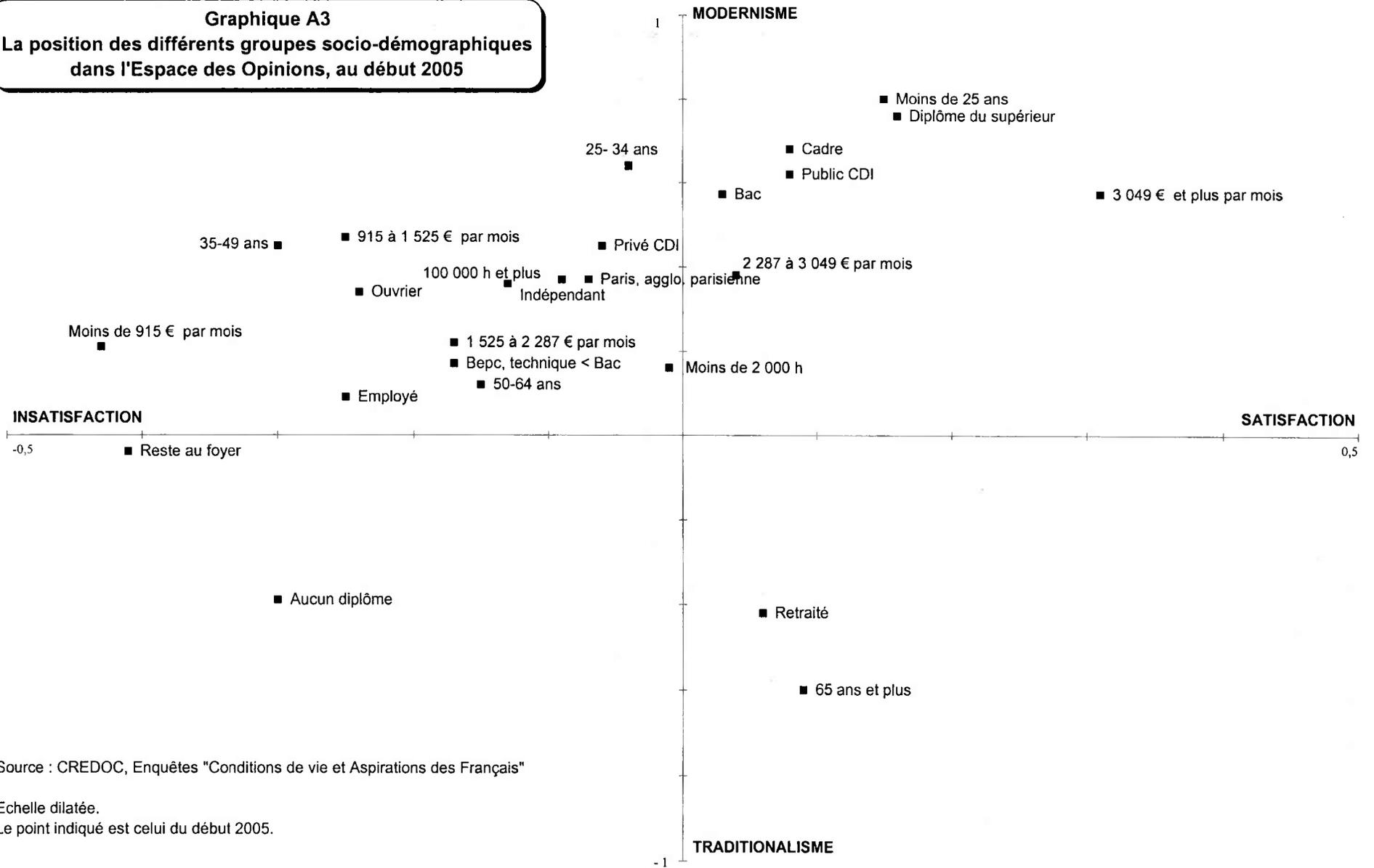
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Echelle dilatée
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

C'est la conception du mariage, vu de plus en plus comme « *une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties* », qui a évolué le plus vite ces douze derniers mois : pour la première fois depuis 1979, la moitié de la population accepte cette définition, contre 46% l'an dernier et 44% en 2002. Est-ce sous l'effet de la montée des divorces et de la diffusion du PACS ? Toujours est-il que ce n'est pas la conception du « mariage-engagement profond » qui est en cause (56% des voix, contre 57% l'an dernier) : c'est la difficulté institutionnelle à mettre fin à cette union qui est critiquée, non la profondeur des liens qui lui sont associés.

Quoi qu'il en soit, si le « **point moyen 2005** » se situe au Nord du Graphique, du côté de l'insatisfaction, les différents groupes socio-démographiques occupent des positions très différentes dans l'Espace. Si l'on ne retient que la situation de ce début 2005, on observe (Graphique A3) que :

- * Les groupes « favorisés » se projettent dans la « **zone Nord-Est** » de l'Espace, celle où l'on est **satisfait et moderniste**. Les moins de 25 ans, les cadres, les diplômés, les titulaires de revenus élevés et les salariés du secteur public en CDI, y figurent encore.
- * La zone « **Nord-Ouest** » de l'Espace est celle des « **modernistes insatisfaits** » : **l'essentiel de la population hexagonale figure ici** (ouvriers, employés, habitants de grosses agglomérations, ruraux, revenus moyens et bas, 25-64 ans, ...).
- * Le **cadran « Sud-Ouest »** est celui des « **traditionalistes insatisfaits** ». Les femmes au foyer, groupe aujourd'hui le plus mécontent de la société française avec les titulaires de bas revenus, y côtoient les non-diplômés.
- * Le **cadran « Sud-Est »** est celui des « **traditionalistes satisfaits** », zone investie aujourd'hui par les seuls retraités, et donc les plus de 65 ans : leur mécontentement sociétal et leur forte insatisfaction concernant les revenus personnels sont « compensés » par un certain « bien-être » relatif : peu de restrictions déclarées, cadre de vie considéré comme plutôt satisfaisant, dépenses de logement supportables (beaucoup sont propriétaires). Remarquons que les ruraux ont quitté cette année cette zone de l'Espace pour rejoindre les rangs des « modernistes insatisfaits ».

Graphique A3
La position des différents groupes socio-démographiques
dans l'Espace des Opinions, au début 2005



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Echelle dilatée.
 Le point indiqué est celui du début 2005.

3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population depuis 1979, on peut visualiser **celle de chacune des principales catégories socio-démographiques** sur les vingt-sept dernières années. Nous avons cependant fait le choix, **par souci de lisibilité**, de ne présenter ici que les évolutions intervenues **depuis 2001**.

Cinq critères ont été retenus, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles : ils concernent la Profession-Catégorie-Sociale des enquêtés, leur âge, leur localisation géographique, leurs niveaux de diplômes et de revenus.

En tout état de cause, un constat domine : les évolutions catégorielles ont presque toutes suivi la direction générale mise en évidence pour l'ensemble de la population, c'est-à-dire une nette poussée vers l'insatisfaction et une montée du modernisme.

A - Analyse par profession-catégorie sociale (Graphiques A4 et A4 bis)

L'analyse par PCS met en évidence que les différents groupes se positionnent de manière très distincte dans « l'Espace des Opinions ». Les cadres, les employés, les travailleurs indépendants et les ouvriers sont les plus modernistes. Les femmes au foyer, puis de façon plus accentuée, les retraités, sont plus traditionalistes.

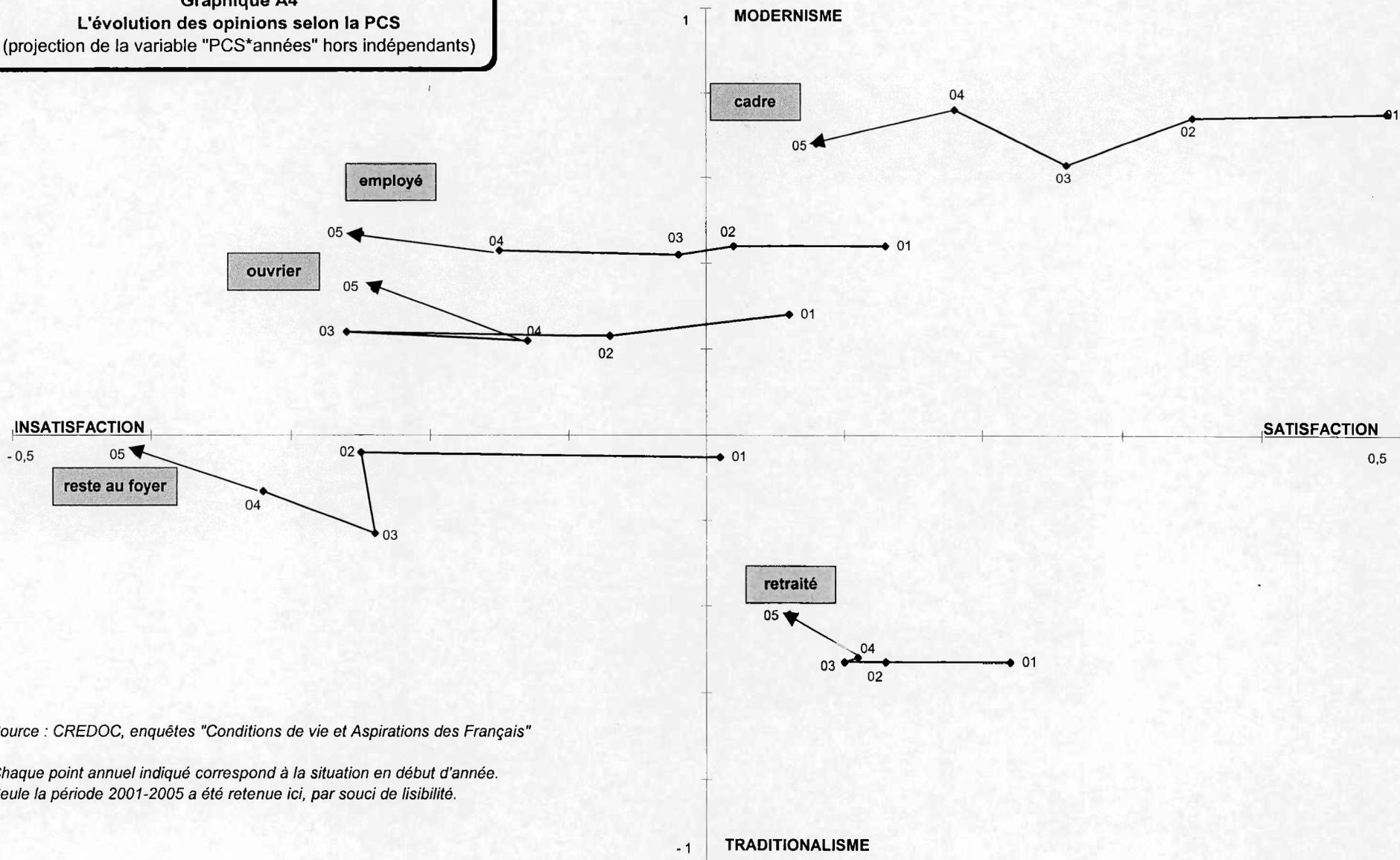
Quoi qu'il en soit, quel que soit le groupe analysé, il apparaît que les évolutions de 2001 à 2005 se sont faites nettement plus le long de l'axe horizontal (satisfaction / insatisfaction) que sur l'axe vertical (axe de traditionalisme / modernisme). Cela est, cependant, un peu moins vrai pour les travailleurs indépendants (Graphique A4 bis).

En tout cas, les douze derniers mois se sont traduits, dans tous les groupes, par **un net cheminement vers le mécontentement** :

- **Les femmes au foyer** culminent, depuis déjà deux ans, au plus haut de l'insatisfaction (projection à l'extrême gauche de l'Espace). Leur « mal-être » a encore progressé cette année, cumulant tout à la fois pessimisme sur la situation des « autres » (70% estiment que le niveau de vie de « l'ensemble des Français » se dégrade) et mécontentement personnel (76% déclarent s'imposer régulièrement des restrictions, + 10 points cette année).
- **Employés et ouvriers** ont évolué parallèlement : ils figurent ensemble, à la deuxième place du palmarès des mécontents, au centre de la « zone noire des frustrations ».
- **Les travailleurs indépendants**⁶ ont « basculé » cette année, passant très rapidement la frontière qui sépare le contentement de la frustration. Leur poussée vers l'insatisfaction constitue un des mouvements catégoriels les plus forts de ces derniers mois. Chez eux, ce sont les récriminations individuelles qui dominent : 65% déclarent s'imposer des restrictions régulières (+ 23 points en deux ans).
- Même **les cadres**, qui figuraient en 2001-2002 parmi les groupes les plus satisfaits de la société, se sont sérieusement rapprochés de la « zone rouge ». Ce mouvement exceptionnel leur a fait conjointement perdre en modernité.
- **Les retraités**, enfin, font partie des groupes qui ont le moins évolué dans l'Espace ces dernières années. Certes, leurs jugements sur l'évolution de leurs propres revenus sont négatifs (48% estiment que leur propre niveau de vie se dégrade, contre 42% de l'ensemble de la population). Mais ils s'imposent – au moins en déclarations – nettement moins de restrictions qu'en moyenne (52% en déclarent, contre 64%) ; leurs dépenses de logement leur semblent moins lourdes que dans les autres groupes (beaucoup sont propriétaires) et leurs critiques vis-à-vis de leur cadre de vie quotidien sont relativement modérées.

⁶ La projection des indépendants dans l'Espace des Opinions figure au Graphique A4 bis. Ce choix a été fait uniquement pour améliorer la lisibilité et éviter des chevauchements avec d'autres trajectoires.

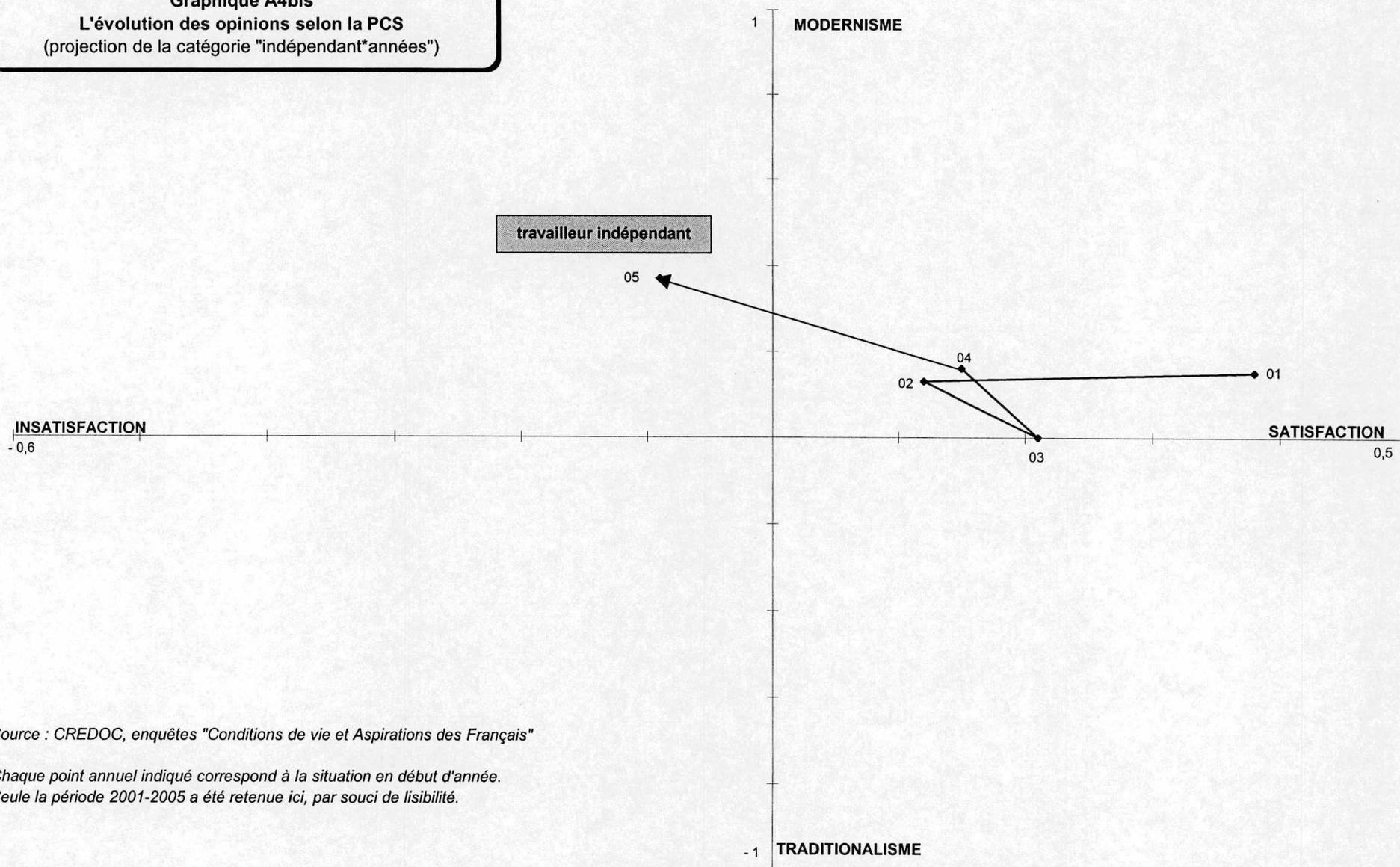
Graphique A4
L'évolution des opinions selon la PCS
 (projection de la variable "PCS*années" hors indépendants)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Seule la période 2001-2005 a été retenue ici, par souci de lisibilité.

Graphique A4bis
L'évolution des opinions selon la PCS
(projection de la catégorie "indépendant*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2001-2005 a été retenue ici, par souci de lisibilité.

B - Analyse en fonction de l'âge (Graphique A5)

Alors que, dans l'Espace des Opinions, de 2001 à 2004, les **25-34 ans** restaient très proches **des moins de 25 ans**, une rupture est apparue cette année : **le pessimisme collectif a davantage gagné les trentenaires**. Ainsi, 73% des 25-34 ans estiment que le chômage va continuer à augmenter (contre 64% des moins de 25 ans), et 68% pensent que le niveau de vie des Français se dégrade (contre 56%). Même les restrictions ressenties touchent 74% des premiers cette année (+ 16 points en un an), contre 66% des seconds. De fait, les 25-34 ans ont fait, en ce début 2005, « le grand saut » dans l'Espace des Opinions, laissant leurs cadets seuls dans « la zone du contentement ».

Le mouvement de convergence des opinions des 25-64 ans saute aux yeux au Graphique A5 : les trois classes d'âge se rejoignent dans « l'insatisfaction moderniste » qui caractérise cette année l'essentiel du corps social. Il est vrai que la montée du modernisme est très sensible chez les quinquagénaires : 43% repoussent cette année la notion de « famille-refuge » (+ 8 points en douze mois), 51% admettent la dissolution du mariage par simple accord des deux parties (+ 8 points en deux ans).

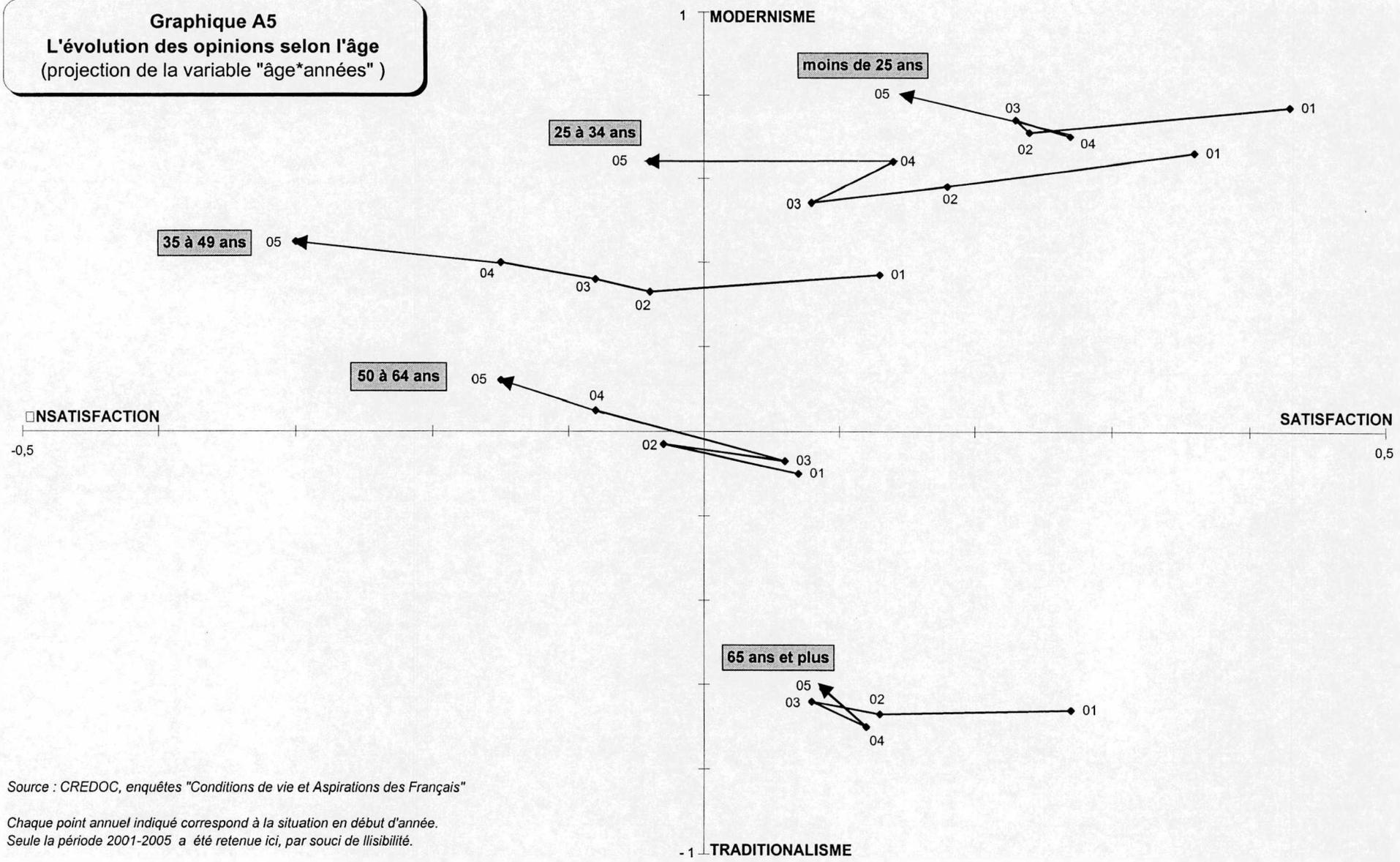
C – Analyse en fonction de la taille de l'agglomération de résidence (Graphique A6)

Parmi les mouvements frappants intervenus cette année, figure en bonne place **la convergence des attitudes en fonction du degré d'urbanisation** (Graphique A6) :

- * D'une part, la montée du mécontentement a contribué à fortement niveler les écarts. En particulier, **les Franciliens**, qui étaient l'an dernier les seuls à figurer encore en plein centre de la zone du contentement, ont en douze mois totalement basculé vers l'insatisfaction, gagnés à la fois par un pessimisme **collectif** galopant (66% estiment que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade, + 8 points en un an) et une morosité **individuelle** troublante (45% pensent que leur propre niveau de vie se détériore, + 19 points en deux ans !).

Ils ont ainsi presque « rattrapé » les habitants des grosses et moyennes agglomérations provinciales, touchés eux aussi par l'insatisfaction montante.

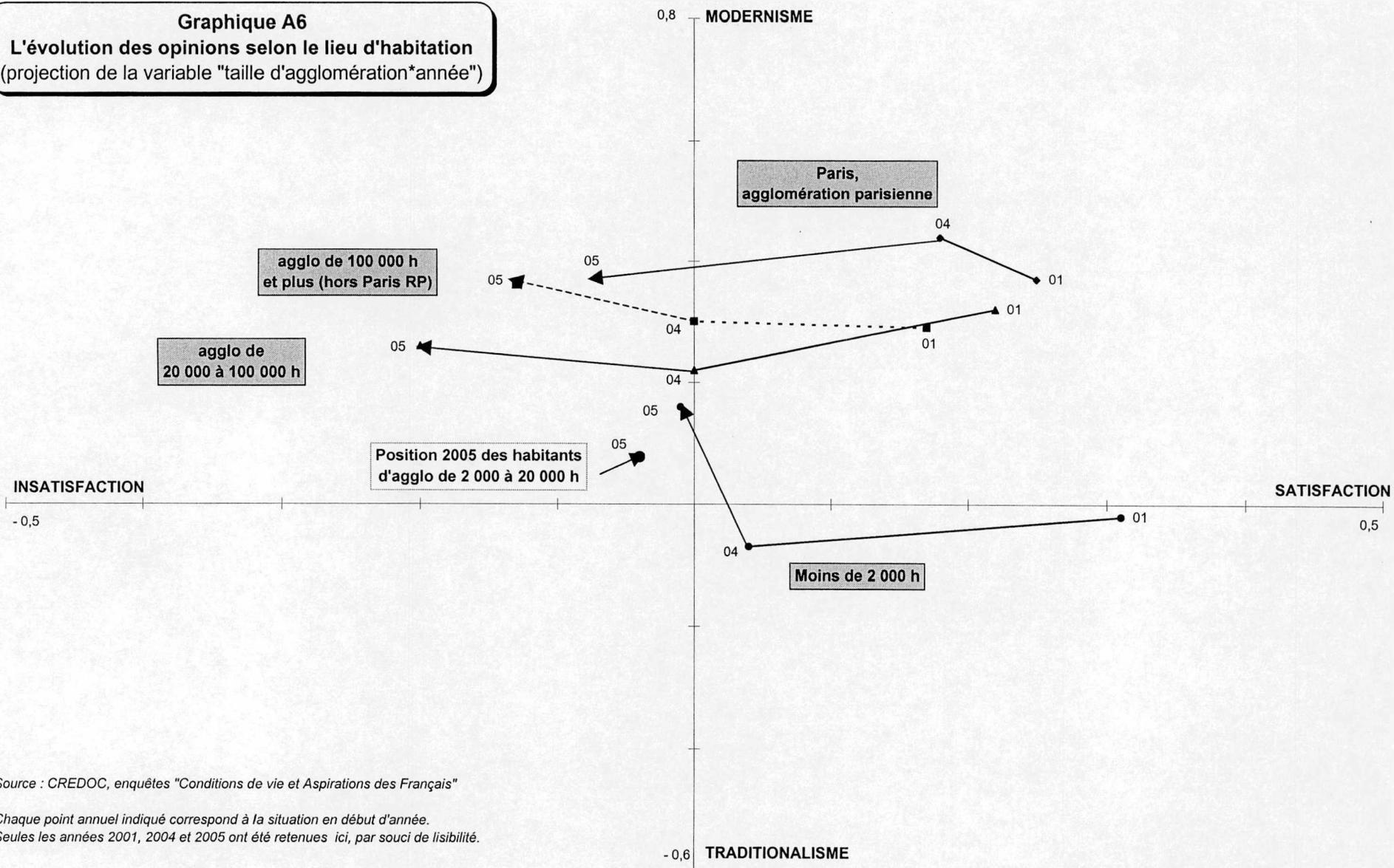
Graphique A5
L'évolution des opinions selon l'âge
 (projection de la variable "âge*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Seule la période 2001-2005 a été retenue ici, par souci de lisibilité.

Graphique A6
L'évolution des opinions selon le lieu d'habitation
 (projection de la variable "taille d'agglomération*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Seules les années 2001, 2004 et 2005 ont été retenues ici, par souci de lisibilité.

- * D'autre part, **les ruraux** ont subi, en plus d'une progression de la morosité, une forte poussée de modernisme. Il est rare qu'en une seule année, un groupe change **diamétralement** de position dans l'Espace des Opinions : c'est pourtant le cas des habitants des communes de moins de 2 000 habitants. C'est la première fois depuis 1979 que ces derniers rejoignent le cadran des « modernistes-insatisfaits ». Mais il est vrai que chez eux, la notion de famille-refuge a perdu 7 points en un an et que 47% se déclarent favorables à la dissolution du mariage par simple accord des parties (+ 5 points en un an).

En un mot, on assiste à **un regroupement général**, dans une même zone de l'Espace des Opinions, des différentes catégories, ruraux et urbains. Les plus mécontents sont maintenant **les habitants des villes moyennes** (20 000 à 100 000 âmes).

D - Analyse en fonction des revenus (Graphique A7).

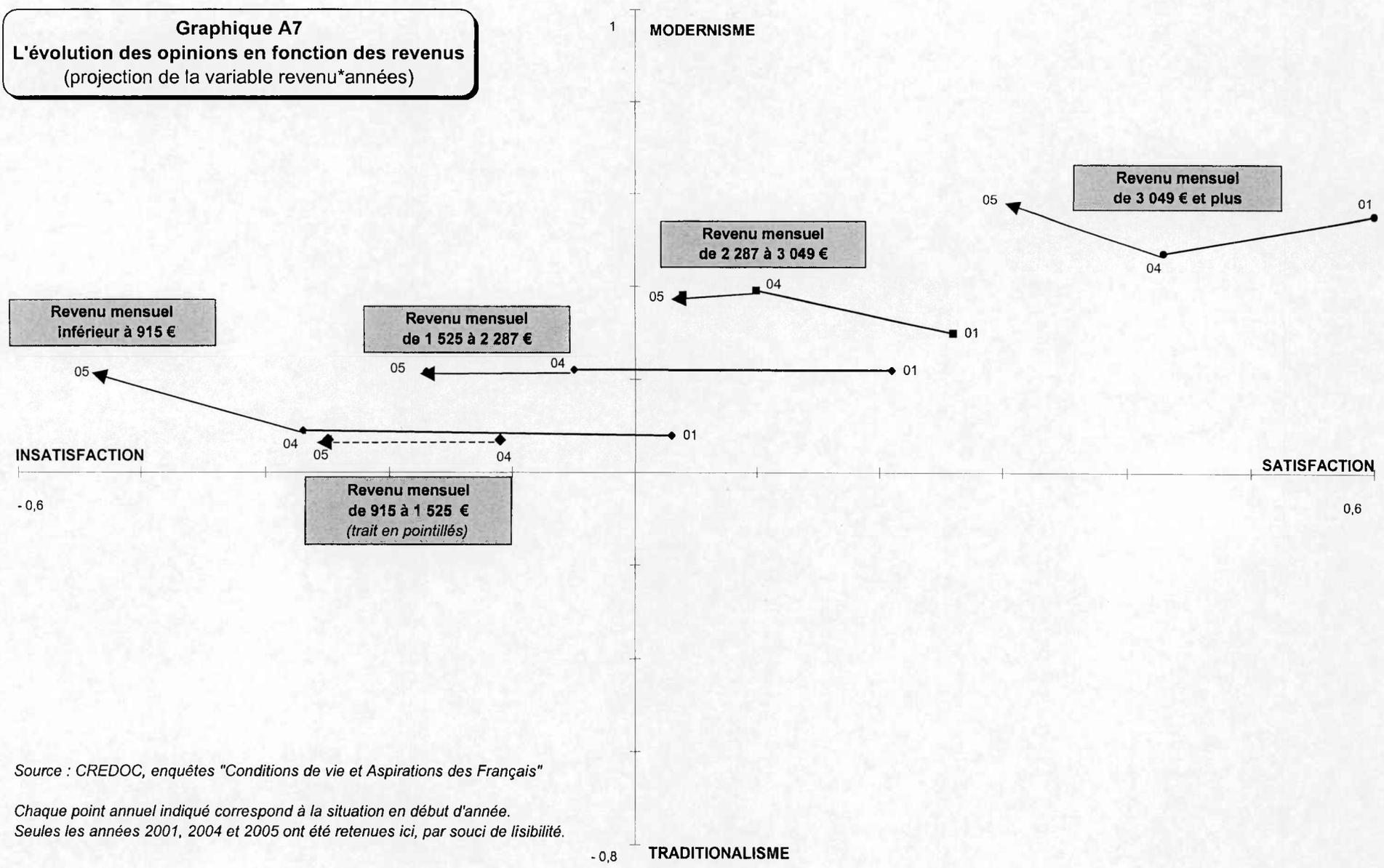
Cette année, **la progression du mécontentement a été sensible partout**, même si le rythme d'accroissement a été plus rapide encore au plus bas de l'échelle des revenus. Certes, les titulaires de ressources mensuelles supérieures à 3 049 Euros figurent encore dans la zone de l'Espace caractérisée par un certain « bien-être moderniste ». Mais ils sont presque les derniers à y figurer puisque même les possesseurs de revenus compris entre 2 200 à 3 000 Euros mensuels ne sont plus très loin de « la zone rouge ». Les revenus moyens y figurent déjà, quant à eux, depuis l'an dernier et ils s'y sont enfoncés un peu plus ces douze derniers mois.

E - Analyse en fonction du niveau de formation (Graphique A8)

Enfin, c'est entre diplômés du supérieur et non-diplômés que varie le plus le degré de modernisme, même si chaque groupe, quel que soit le niveau de diplôme, a cette année gagné en modernité.

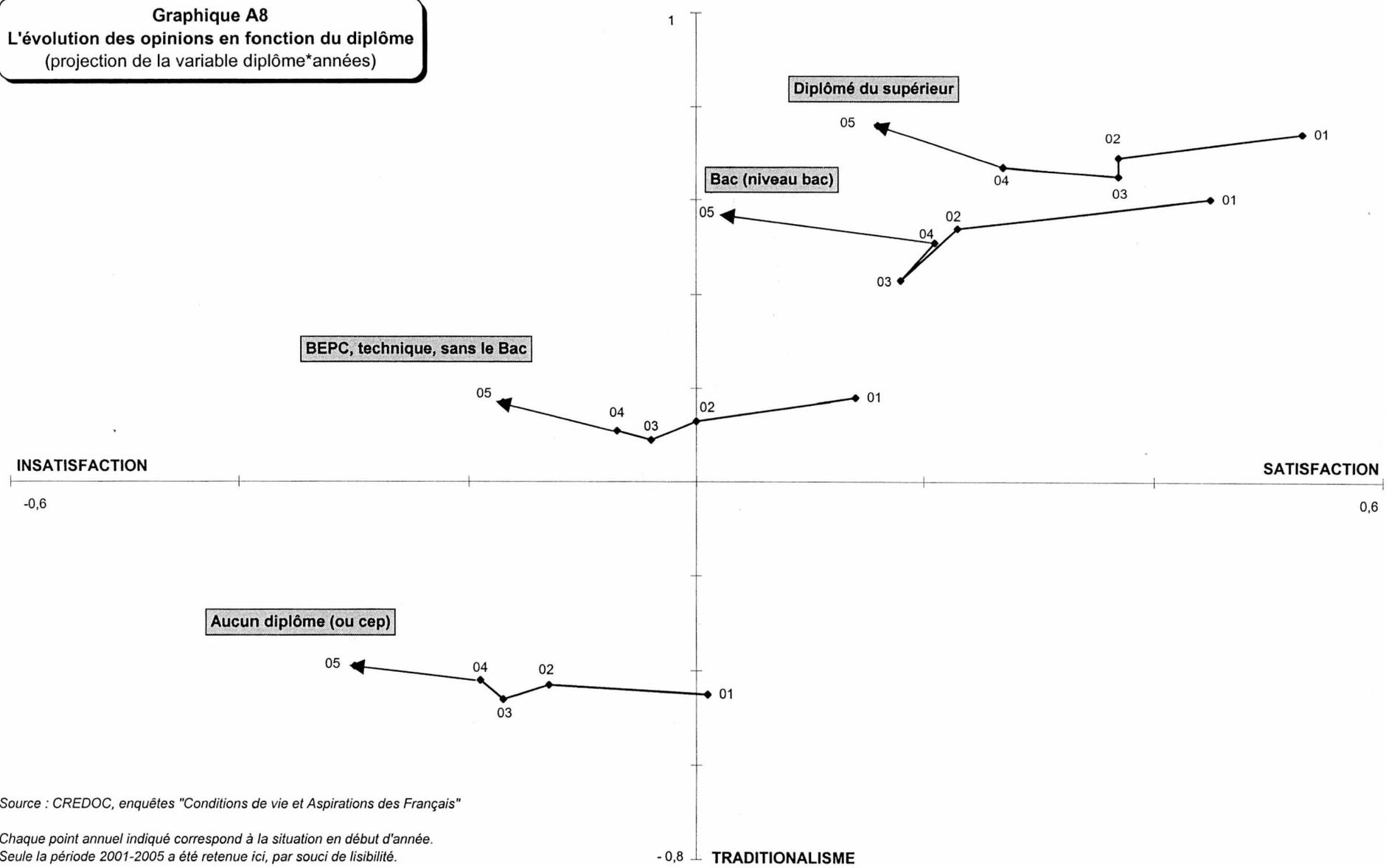
En tout état de cause, **plus on est diplômé et moins on est mécontent**. La morosité (mouvement vers la gauche de l'Espace) s'est cependant diffusée dans **tous** les groupes, et à un rythme aussi rapide chez les diplômés du supérieur que chez les non-diplômés.

Graphique A7
L'évolution des opinions en fonction des revenus
 (projection de la variable revenu*années)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Seules les années 2001, 2004 et 2005 ont été retenues ici, par souci de lisibilité.

Graphique A8
L'évolution des opinions en fonction du diplôme
 (projection de la variable diplôme*années)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Seule la période 2001-2005 a été retenue ici, par souci de lisibilité.

Au total, si l'on résume l'ensemble de ces données, **trois enseignements principaux** se dégagent :

1. Les groupes ayant connu, entre janvier 2004 et le début 2005, **la plus forte progression de l'insatisfaction** sont, dans l'ordre⁷ :

- Les Franciliens.
- Les travailleurs indépendants.
- Les habitants d'agglomérations de 20 000 à 100 000 habitants.
- Les 25-34 ans.
- L'ensemble des salariés du secteur privé en CDI.

Tous ces groupes ont d'ailleurs basculé cette année du contentement vers l'insatisfaction. Mais c'est aussi le cas des ruraux et des habitants de villes importantes des régions.

2. **Les plus insatisfaits des Français** sont, par ailleurs, dans l'ordre⁷ :

- Les bas revenus.
- Les femmes au foyer.
- Les 35-49 ans.
- Les non-diplômés.
- Les employés.

3. **Enfin, la progression du modernisme a été, cette année**, la plus marquante, dans l'ordre, chez⁷ :

- Les habitants de communes de moins de 2 000 habitants.
- Les travailleurs indépendants.
- Les bas revenus.
- Les ouvriers.
- Les 65 ans et plus.

En tout état de cause, **l'insatisfaction a grandi partout**, sans distinction du statut, du lieu d'habitation et des revenus. Voilà le signe le plus patent de la **crispation** actuelle de l'opinion.

⁷ Classement élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie, soit sur l'Axe de « Satisfaction-Insatisfaction », soit sur celui du « Modernisme-Traditionalisme ».

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement (arrive à y faire face ou pas).
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société.
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

* * *

*

